

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
31-32 – 15 août 2020



*« Il faut que tout change
pour que rien ne change. »*

Tancredi, dans *Il Gattopardo* (1958)

Comment rendre la société industrielle pérenne dans les temps à venir ? Voilà une vieille question que les dirigeants du monde sont désormais bien obligés de se poser autrement. Obligés, au sens où certains modèles d'exploitation risquent de vriller si les sociétés continuent dans le même schéma. Chaque été les forêts s'enflamment dans des proportions toujours plus apocalyptiques, et jusque dans le cercle arctique. Les terres s'assèchent. Les eaux de la mer montent. Les océans se vident de poissons. Les pollutions tuent durablement la faune et la flore, tout en rendant l'humain encore plus dépendant de l'industrie pharmaceutique pour y faire face *malgré tout*. Plus la dévastation avance, et plus l'artificialisation du vivant est embrassée comme la seule et unique solution.

| Quand le soleil et le vent... |

Et en effet, c'est bien la *seule* solution. En tout cas pour continuer sur le même chemin. Aménager encore plus les territoires, modifier génétiquement les organismes, ériger des digues, réorganiser les forêts, fertiliser les sols à l'aide d'intrants industriels... : voilà les seules possibilités pour donner une lueur de vie à ce qui est déjà mort. Au nom de la sauvegarde de la planète, on détruit ce qui restait encore de la planète pour en fabriquer un simulacre. Quelque chose qui y ressemble, mais ne l'est pas vraiment. *Être ou paraître*, voilà la question, aurait pu dire le fameux poète anglais. Notre époque est vouée à être celle du paraître et des fantômes. Partout, cette « déréalisation » est en cours et devient palpable, y compris dans les rapports humains, jusque dans le for intérieur de l'individu soumis à cette course en avant qui le mutilé, l'adapte, le rend artificiel, une copie appauvrie de ce qui, fut un temps, *a pu être*.

Il y a quelques décennies, la France choisissait fièrement le tout-nucléaire. Désormais

JUIN 2020

15/6, Hambourg (Allemagne). Une voiture du promoteur immobilier *Vonovia* part en fumée dans la nuit sur la Paulinenallee, en solidarité avec les *Trois du banc public*, accusés d'avoir préparé des incendies contre des infrastructures d'entreprises immobilières, de sociétés foncières et contre la propriété privée d'un sénateur de Hambourg. Deux sont incarcérés depuis un an et leur procès est toujours en cours. « *Contre la propriété et ses défenseurs ! Prenez ce dont vous avez besoin et détruisez ce qui vous entrave ! Pour la révolution sociale !* » conclut le communiqué.

15/6, Francfort (Allemagne). Plusieurs véhicules d'auto-partage de *Vonovia* et de la *Deutsche Bahn* sont incendiés dans le cadre des journées de lutte contre la gentrification

16/6, Contes (France). Dans les Alpes-Maritimes, à l'occasion de l'arrestation de deux personnes accusées de sabotage d'une antenne-relais par des gendarmes qui avaient planqué deux caméras près de la structure, on apprend plusieurs autres attaques. Le 30 avril, des câbles avaient été sectionnés alors que le chantier d'installation de cette antenne-relais haute de 21 m venait de reprendre après un mois et demi d'arrêt dû au confinement. Le 15 juin, alors que l'antenne-relais était désormais installée et prête à l'usage, plusieurs ventilateurs sur ce même site avaient été dégradés.

18/6, Foix (France). En Ariège, le véhicule flambant neuf de la police municipale est incendié vers 3h30. Une vitre arrière a été brisée pour y introduire un molotov : l'ensemble

implantées partout, les centrales étaient promises à un bel avenir comme garantes de la fameuse « indépendance énergétique » du pays. Il s'est en effet révélé plus « facile » de garder une main de fer sur un pays comme le Niger, principal fournisseur de l'uranium français et aussi un des pays les plus pauvres du monde, que de préserver des positions stratégiques sur l'échiquier pétrolier au Moyen-Orient. Aujourd'hui, le « cycle français » de la production nucléaire n'est toujours pas clos. Il reste de nombreuses centrales toujours plus vétustes – dont le démantèlement ne sera qu'une grande expérience à ciel ouvert sans garantie de succès –, une irradiation durable de certaines zones, et surtout ces fameux déchets, pour lesquels aucune solution n'existe actuellement, sauf de les enterrer et de voir ensuite ce que cela donne. Le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure est donc vraiment une des clés de voûte de tout le projet nucléaire français ; et il est dès lors évident pourquoi la résistance sur place s'y heurte à une répression qui ne compte pas ménager les coups. Une lutte particulièrement importante, comme aurait dû être celle contre cette autre « perle » de l'atome français, lancée en 2006 : le projet ITER dans la campagne provençale, probablement un des projets les plus ambitieux dans le domaine de l'énergie, soutenu par 35 pays, afin de mener des recherches sur la *fusion* nucléaire avec 2035 pour nouvel horizon pratique (cette technique expérimentale cherche à imiter le soleil en fusionnant de petits noyaux atomiques pour libérer une gigantesque énergie, ce qui est différent de la *fission* actuellement en vigueur dans les centrales, et qui elle « casse » de gros atomes pour en récupérer l'énergie).

Mais sans attendre la réalisation des projets à long terme des nucléocrates, d'autres avancées technologiques ont d'ores et déjà permis l'exploration et l'exploitation massive de « nouvelles » sources énergétiques, dont les plus emblématiques sont sans doute l'éolien, le photovoltaïque et ce qui est connu sous le nom trompeur de « biomasse », c'est-à-dire ce bon vieux procédé de brûler des matériaux organiques pour produire de la chaleur (et éventuellement de l'électricité). Au beau milieu du confinement décidé pour gérer la pandémie du Covid 19, l'État français a présenté sa « *programmation pluriannuelle de l'énergie* », une sorte de feuille de route pour le développement du secteur énergétique. Mis en avant comme la preuve des efforts de l'État pour aller vers une « transition écologique » (soit de réduire

les émissions de CO₂), ce plan est surtout un indicateur pour ce qui devrait, en grande partie, se faire dans les années qui viennent. Pour saisir l'ampleur de cette « programmation » (à laquelle l'État dans sa meilleure tradition bureaucratique a octroyé un bel acronyme qui risque de revenir souvent dans les discours : PPE), il est malheureusement inévitable de jeter un coup d'œil sur les chiffres de l'évolution projetée entre 2018 et 2028. Quand le plan parle d'énergie, cela implique autant la production de chaleur que d'électricité ou d'usage d'hydrocarbures (principalement le pétrole). On y compare donc assez volontiers des citrons et des poires, mais passons.

Concrètement, le « PPE » prévoit une baisse de la consommation d'énergie de 15,4 % à l'horizon de 2028. Pour *réduire* cette consommation, il prévoit de produire *plus que jamais* : à l'industrie de produire des voitures moins énergivores, de construire des bâtiments mieux isolés, d'implanter des réseaux de chaleur, de remplacer les camions et des bus à diesel par des véhicules à gaz, etc. Toute cette production industrielle 2.0 et 3.0 implique bien sûr un usage d'énergie important, et personne ne se le sent trop de calculer combien d'énergie sera, en fin de compte, réellement « économisée » si on inclut la fabrication de ces nouveaux produits moins énergivores. Mais si ce problème n'est jamais discuté, il n'en reste pas moins fondamental, et n'impose qu'une seule conclusion : quand on prend le système industriel dans son ensemble, *il n'y a aucune façon douce de réduire la consommation énergétique*. La seule façon, ce serait de mettre les machines à l'arrêt, d'abandonner les besoins induits, de renoncer au modèle de vie industriel, et un tel « avenir » n'est bien sûr pas sur la table, ni dans les bureaux des ministères, ni dans l'écrasante majorité des foyers.

Continuons avec les chiffres, car là, ça va devenir vraiment intéressant et un peu plus « palpable » que les habituels bavardages sur la « décarbonisation » et la « transition ».

En 2018, avec certains départements désormais complètement sacrifiés, comme le nord de l'Hexagone, le parc éolien produisait 15 Gigawatt. L'objectif pour 2028, soit dans moins de dix ans, est de doubler cette production en passant à 33 Gw. Pour garder une mesure, le parc nucléaire français produit aujourd'hui autour de 60 Gw. De 8000 mâts d'éoliennes installés

de l'habitacle a été rongé par les flammes

18/6, Clermont-Ferrand (France). En Auvergne, le local de campagne de la *France Insoumise* dénommé « mairie du peuple » se mange un gros pavé qui traverse sa porte d'entrée vitrée.

19/6, Stuttgart (Allemagne). Des affrontements éclatent tout au long de la nuit entre la police et de petits groupes d'émeutiers. Des commerces et des institutions sont attaqués.

19/6, Pechbusque (France). En Haute-Garonne non loin de Toulouse, une quatrième antenne de téléphonie part en fumée depuis mai. Il s'agissait cette fois d'une antenne *Orange*, et le feu a pris peu avant minuit.

20/6, Leipzig (Allemagne). Deux utilitaires de l'imprimerie de textile *Spreadshirt* sont incendiés, après avoir accepté d'imprimer un T-shirt avec un message antisémite, pour ensuite s'en excuser.

21/6, Kiel (Allemagne). Des feux d'artifice sont fixés à l'entrée d'un commissariat puis allumés. L'explosion brise toutes les vitres de l'entrée.

22/6, Mannheim (Allemagne). Dans le quartier de Kerpen, l'armoire électrique d'une station de pompage de l'entreprise *RWE*, qui exploite la mine de lignite à ciel ouvert de Hambach, est incendiée dans la nuit. Quelques jours plus tard, deux véhicules de vigiles de *RWE* sont caillassés alors qu'ils patrouillaient en forêt.

22/6, Erquy (France). Dans les Côtes-d'Armor, le véhicule de *RTE* dont les agents réalisent des études en lien avec un projet

de futur parc éolien dans la baie est saboté en plein jour : tentative d'incendie et section de plusieurs câbles de la voiture.

22/6, Rijswijk (Pays-Bas). Une antenne de téléphonie mobile est incendiée et complètement détruite au cours de la nuit. Cette même antenne s'était déjà consumée deux mois auparavant.

24/6, quelque part (France). Un communiqué solidaire avec les anarchistes visés par l'opération policière italienne Bialystok et avec « *celles et ceux que touche la répression, qu'ils ou qu'elles soient incarcérées, sous bracelet, en contrôle judiciaire, sous surveillance ou recherchées* » annonce avoir incendié une antenne-relais le mois précédent.

24/6, Malmö (Suède)
De petits amateurs des ténèbres qui évoquent et maudissent / FAI/ ELF annoncent l'incendie d'une antenne de téléphonie mobile 4G/3G trois semaines plus tôt. « *Nous avons fait cela en tant que réponse de pure hostilité envers le cauchemar techno-industriel dans lequel nous vivons* » précise notamment le communiqué.

24/6, Munich (Allemagne). Les vitres d'une filiale de la banque américaine Targo sont brisées « *en solidarité avec la révolte en cours aux États-Unis* ».

25/6, Gênes (Italie). Un scooter de la police municipale est incendié la nuit dans leur garage. Une moto a été ainsi détruite et deux autres dégradées. Revendiqué en solidarité avec différents anarchistes incarcérés ou arrêtés en Italie.

25/6, Berlin (Allemagne). Un utilitaire de l'entreprise de sécurité Wisag est incendié.

aujourd'hui, on passerait donc à 14 500 mâts en 2028, soit près du double, dont une petite partie (5 Gw) sera implantée en mer, notamment sur les côtes bretonnes.

Poursuivons. En 2018, la production photovoltaïque en France (autant les « parc solaires » que les panneaux installés sur les toits des entreprises et des particuliers) s'élevait à 10 Gw ; en 2028, elle devrait se hausser jusqu'à 44 Gw, soit un quadruplement. Enfin, pour rester dans les dites « énergies renouvelables », il y a la filière des biomasses (le bio ne se réfère pas à une production « biologique », mais bien au fait qu'il s'agit de matières organiques). Surtout dédiée à la production de chaleur, cette filière produit cependant aussi de l'électricité. La moitié de ce qu'on y brûle sont des déchets ménagers, suivi par des combustibles solides (du bois, du maïs, du colza) et enfin le biogaz (méthanisation des ordures par fermentation). En 2018, pour 42 centrales en fonctionnement, la filière des biomasses produisait moins de 1 Gw et augmentera peu d'ici 2028, à l'instar de l'hydroélectricité (22 Gw aujourd'hui, 26 Gw en 2023 notamment grâce à une optimisation des barrages existants sur le Rhône).

Conclusion du « PPE » : l'État mise sur l'éolien et le photovoltaïque, afin de pouvoir « fermer » à l'horizon 2028 quatre ou six réacteurs nucléaires. Pourtant, l'État se rend bien compte que « *le consensus autour de l'éolien s'affaiblit* ». A l'instar de la campagne de propagande lancée pour promouvoir la 5G, le PPE prévoit donc une grande campagne de « *sensibilisation* » pour faire accepter la construction d'éoliennes un peu partout. Sachant que trois projets sur quatre font aujourd'hui l'objet de contestations diverses et variées (entraînant quelques légers retards, bien que 90 % des procédures juridiques qui contestent les parcs n'aboutissent pas – que cela soit dit pour les obsédés du légalisme), il est aisé de prévoir que la future implantation de davantage d'éoliennes pourrait entraîner de nouvelles résistances. Il existe déjà un peu partout des collectifs et comités, souvent aux tendances fâcheusement citoyennistes, qui protestent contre ces projets, qu'ils soient nouveaux ou existants. Mais ce qui est plus intéressant, c'est qu'un peu partout aussi soient effectués des sabotages contre les mâts de mesure du vent (indispensables pour implanter un futur parc éolien), contre les éoliennes même, et contre les chantiers en cours. Pourtant, au vu de l'avalanche de « critiques » anti-éoliennes préconi-

sant en même temps le nucléaire, il semble important d'insuffler dans cette résistance un rejet net de ces structures... comme du monde qui va avec. S'opposer aux éoliennes sans critiquer l'industrialisme et le mode de vie qu'il a généré, ne peut que conduire à la recherche d'autres structures encore, peut-être moins moches à voir, moins bruyantes ou moins tueuses d'oiseaux et de végétation, mais qui auront toujours pour objectif de garantir un avenir à la société techno-industrielle. C'est le même piège dans lequel bon nombre d'écologistes, farouchement antinucléaires, sont tombés en préconisant l'exploitation du vent et du soleil plutôt que de l'atome : aujourd'hui ils peuvent récolter ce qu'ils ont semés.

Faut-il encore insister à quel point la production énergétique est fondamentale et « critique » pour l'État et le capital ? Dans le monde entier, les États courent après ses sources, mènent des guerres, colonisent des territoires afin de s'en assurer. Désormais, la course est également bien engagée pour trouver des « alternatives » (ou plutôt des compléments) afin de répondre à une demande toujours plus croissante d'énergie : gaz de schiste, sables bitumineux, huile de colza et de maïs génétiquement modifiés, centrales marines, éoliennes, centrales solaires photovoltaïques, nanostructuration des matériaux conducteurs... la recherche est effrénée et la compétition féroce. D'un autre côté, les États qui peuvent se le permettre développent en parallèle des plans pour accroître la *résilience* de leurs réseaux énergétiques, mettant en garde sur la vulnérabilité de l'économie et de la domination étatique, très dépendants d'un réseau en fin de compte bien trop fragile au vu des intérêts qu'il représente.

Sans aucune prétention, que pourraient alors faire un individu, une poignée d'individus, quelques poignées d'individus contre le monstre industriel ? Sans doute pas grand chose de décisif à eux seuls, et en tout cas pas l'abattre. Mais le harceler, oui, retarder ses plans, oui, le perturber à l'excès, oui, tout cela ils peuvent le faire. Avec des moyens simples, beaucoup d'imagination et une pincée de courage. Quand le soleil et le vent sont mis au service de la domination, c'est l'obscurité de la nuit et le calme des ciels étoilés qui nous appellent. Il s'agit plus que jamais de rester libres et vivants dans un monde mortifère, de *vivre résolument* dans un monde en pleine décomposition...



L'attaque est revendiquée contre la société de contrôle et d'enfermement.

25/6, Perama (Grèce).
Les *Fils et filles du chaos* revendiquent l'attaque avec un engin artisanal contre le cercle fasciste des employeurs « Agios Nikolaos ». « *Dans l'arène du cannibalisme moderne de la société, du nationalisme et du pouvoir, nous sommes du côté du feu et des insurgés. En agissant, nous respirons. Nous respirerons.* »

25/6, Thessalonique (Grèce).
L'*Organisation anarchiste d'attaque* revendique l'incendie contre le siège du groupe américain *Manpower* survenu dans l'après-midi du 8 juin, en solidarité avec la révolte en cours aux Etats-Unis.

26/6, Gland (Suisse).
Dans le canton de Vaud, le pylône d'une ligne à Très Haute Tension (THT) est saboté et s'effondre dans un bois. Les deux lignes de 220kV touchées, Banlieue Ouest-Foretaille et Crans-Romanel, sont hors service et mises à la terre. Selon les experts policiers, les quatre pieds auraient été découpés au chalumeau « *à une dizaine de centimètres de sa base* », puis une seconde découpe « *à un mètre de haut sur deux des quatre armatures* » aurait permis d'orienter sa chute du côté désiré par les saboteurs. Ils précisent en outre que « *sur la ligne électrique sabotée, de nombreux pylônes ont un double emploi: en plus de la ligne électrique, ils supportent des antennes relais de téléphonie* ».

28/6, Hambourg (Allemagne).
Dans le quartier d'Eilbek, une camionnette du groupe *Nordelbe*, une des plus grandes sociétés immobilières et de location d'appartements de Hambourg, part en fumée dans la nuit.

« *Beaucoup de force aux trois du Banc Public et à tous les ami.e.s et compas en prison* » conclut le communiqué.

29/6, Nantes (France).

Une « *Marguerite* », voiture en autopartage de la ville, part en fumée dans la nuit. « *Ni justice ni paix ! Pour l'anarchie !* » conclut le communiqué solidaire avec les anarchistes arrêtés lors de l'opération italienne Bialystok.

29/6, quelque part (Allemagne).

Une voiture de luxe *Tesla* part en fumée dans la nuit. « *Contre la ville (verte) des riches, Contre l'offensive technologique, Salutations aux trois du Banc public* » conclut le communiqué.

29/6, Metz (France).

En Moselle, cinq sans-papiers parviennent à s'évader du centre de rétention (CRA) en franchissant une première enceinte jusqu'au chemin de ronde, avant d'ouvrir une brèche dans la clôture.

Rattrapés sur le moment ou quelques jours plus tard, deux d'entre eux prennent quatre mois de prison avec sursis.

Le 1er juillet, huit autres sans-papiers profitent de la voiture de police garée à l'endroit même des réparations de la clôture pour barrer l'accès à l'endroit du trou de l'avant-veille. Ils s'en servent comme d'un marche-pied et parviennent à s'évader à leur tour. Si trois sont repris, cinq courent toujours.

30/6, Berlin (Allemagne).

Un gros 4x4 appartenant au *Corps Diplomatique français* est incendié dans la nuit. « *Solidarité avec la jeunesse en révolte* », précise la revendication, qui place l'attaque dans le contexte des échauffourées nocturnes en France ainsi que comme acte de

| « Ce sera vous, le négationniste ! » |

Peut-être est-ce le destin de tout concept de naître avec un sens précis, de grandir progressivement en étendant son ombre, puis de vieillir en devenant mou, confus, tremblant et peut-être même desséché. Comme un empire qui, à force de s'étendre pour imposer sa puissance, finit par s'affaiblir. Prenons par exemple le concept de négationnisme, dont le sens pourrait être plus que clair. Par définition, ce terme désigne un courant du révisionnisme qui, à travers l'utilisation d'un scepticisme historiographique porté à l'extrême, ne se limite pas à réinterpréter certains phénomènes de l'histoire contemporaine liés au fascisme et au nazisme, mais dans certains cas va jusqu'à en nier l'existence même (par exemple, l'utilisation des chambres à gaz dans les camps d'extermination nazis).

Aujourd'hui, il va sans dire que pour la très grande majorité des gens, le terme de négationnisme dégage une telle puanteur qu'elle ne peut être appréciée que par mauvaise foi ou ignorance. Qui peut être négationniste, sinon un admirateur d'Hitler ou un demi-analphabète ? Si on prend ensuite acte autant du fait que certains chercheurs négationnistes ne sont pas d'extrême-droite, et de l'existence – ignorée par beaucoup – de groupuscules plus ou moins bordiguistes fidèles lecteurs de Rassinier, la question peut être formulée ainsi : qui peut être négationniste, sinon un admirateur d'Hitler, un demi-analphabète, ou quelque imbécile d'historien et de militant qui fait plus ou moins involontairement le jeu des admirateurs de Hitler ?

En tout cas, quel que soit le jugement qu'on puisse avoir sur eux ou le motif qui les anime – à l'extrême-droite l'immonde besoin politique de laver les uniformes militaires bien-aimés du Troisième Reich du sang des victimes de l'Holocauste, à l'extrême-gauche l'insensé vrillage spéculatif dans la recherche d'une vérité historique qui serait en soi révolutionnaire –, les négationnistes sont considérés comme des gens qui mettent en discussion l'intentionnalité théorique et la réalisation pratique de l'extermination des Juifs. Tout est clair ?

Oui, mais pas pour longtemps. Parce que la réprobation du négationnisme s'est avérée si forte et unanime, et donc si efficace pour faire taire quiconque en était accusé, qu'elle a poussé à brandir ce concept comme une arme polémique à multiples facettes, utilisée à bon escient comme de manière déplacée un peu par tous contre tous, y compris hors du contexte historiographique qui lui est propre. Cela s'est produit après que, dans un certain sens, la question spécifique de l'Holocauste des Juifs a été abandonnée, en passant du statut d'objet exclusif du négationnisme à celui d'exemple et de modèle. Une fois soumis à l'abstraction, voilà que le négationnisme s'est transformé en *négation des phénomènes historiques liés aux génocides en général et aux crimes contre l'humanité*.

Un élargissement de sens qui, bien que résultant d'une logique parfois compréhensible, a obtenu le résultat aberrant de permettre à l'accusé de s'ériger en accusateur. C'est ce qui est arrivé en Italie avec les héritiers du régime fasciste, qui en profitant d'un gouvernement ami ont décrété institutionnellement que les centaines de cadavres de leurs camarades et collaborateurs retrouvés après la fin de la seconde guerre mondiale dans les *foibe** à la frontière avec l'ex-Yougoslavie, étaient en réalité des milliers d'Italiens tués pour leur nationalité et non pour le régime qu'ils défendaient. Une version partisane élue au rang de vérité publique officielle, consacrée jusqu'à l'institution d'une pompeuse *Journée du Souvenir* [depuis 2004], utile pour inoculer un poison théorique capable de produire un effet mortel au fil du temps : il n'existerait pas de grandes différences entre les militaires nazis et les partisans slavo-communistes, les premiers auraient seulement mieux réussi que les seconds dans l'extermination d'un peuple. Après que l'historiographie italienne officielle ait avalisé cette interprétation délirante qui transforme l'inévitable vendetta des victimes en une tentative de génocide de la population à laquelle appartenaient les bourreaux, les chercheurs qui étaient en désaccord et ont dédié de nombreux ouvrages critiques pour démonter le mythe des *foibe* ont été mis au même plan que les négationnistes de l'Holocauste, dans la méthode comme dans l'interprétation. Ceux qui (afin de défendre l'honneur de la Résistance) mesurent la profondeur des *foibe* pour démontrer leur incapacité de contenir

solidarité avec Loïc (ex-prisonnier du G8) et les *Trois du banc public* toujours en procès à Hambourg.

JUILLET 2020

3/7, Limassol (Chypre grecque).
Au moins quatre antennes de téléphonie mobile ont été incendiées dans cette ville côtière depuis fin avril.

3/7, Treysa (Allemagne).
Sur le chantier de l'autoroute A49, cinq pelleuses de l'entreprise *Strabag* partent en fumée. Une lutte est actuellement en cours contre la construction de cette nouvelle autoroute vers Leipzig. L'attaque est revendiquée par « *un petit groupe autonome en solidarité avec la lutte contre l'A49* ».

4/7, Berlin (Allemagne).
Un véhicule de l'entreprise *Securitas* est incendié dans la nuit. « *La solidarité, c'est l'attaque* ».

6/7, Berlin (Allemagne)/
Un transformateur électrique est incendié à l'aide de molotovs « *afin de couper le courant du chantier de Pandion AG* », un projet d'incubateur de startups technologiques.

6/7, Melun (France).
En Seine-et-Marne, le centre social de la mairie est incendié vers 4h du matin après que la porte arrière de la structure ait été forcée. La quasi totalité des pièces ont été dégradées par les flammes et les fumées, et la principale salle d'activité est détruite.

6/7, Clisson (France).
En Loire-Atlantique, une vingtaine de mètres carrés de la toiture du *McDonald's* est volontairement incendiée peu après 1 h 30 du matin.

7/7, Varcis (France).
En Isère, plusieurs véhicules de la direction de la prison essuient des

tirs d'arme automatique de calibre 5.56 peu avant 3h du matin. Une vingtaine de douilles sont retrouvées sur place.

7/7, Athènes (Grèce).

Des fleurs carmin de la nuit placent quatre engins incendiaires dans un concessionnaire automobile Ford, appartenant au groupe Sfakianakis, ce qui a donné trois véhicules brûlés et un hall d'exposition détruit. Ce groupe est celui qui fournit des véhicules à l'appareil d'État.

8/7, Borgo (France).

En Corse, trois véhicules appartenant à des matons de la prison attenante partent en fumée vers 3h du matin.

8/7, Munich (Allemagne).

En Bavière, une grosse antenne de téléphonie mobile s'enflamme dans la nuit place Theodor-Heuss dans le quartier de Neuperlach. Les dégâts se montent à près de un million d'euros.

9/7, Athènes (Grèce).

D'importants affrontements éclatent lors de manifestations contre la nouvelle loi sur la sécurité intérieure promue par le gouvernement.

10/7, Berlin (Allemagne).

Dans le quartier de Lichtenberg, une succursale de la banque *Berliner Sparkasse* perd ses vitres à coups de pierres, en réponse à la descente policière et aux expulsions qui ont eu lieu dans le bâtiment de devant du squat Rigaer94.

10/7, Leipzig (Allemagne).

Dans un quartier branché, une *Porsche* est incendiée en réponse aux menaces d'expulsion de squats. « *Liberté pour tous les prisonniers !* ».

autant de cadavres, seraient équivalents à ceux qui (afin de défendre l'honneur du nazisme) mesurent les dimensions des chambres à gaz pour démontrer l'impossibilité d'éliminer autant de prisonniers. L'intention de ces comparaisons est évidente : diffuser le plus de confusion possible afin de faire prévaloir la logique du *tous coupables, personne coupable*, utile pour relancer la mode des chemises noires et brunes.

Maintenant, si l'extrémiste de droite qui nie l'Holocauste est un négationniste pour les démocrates et les subversifs, et que le subversif qui nie la « *tragédie des foibe* » est un négationniste pour les démocrates et les extrémistes de droite, il en dérive que pour tomber sous l'accusation de négationnisme, il suffit de contester la vérité de l'État démocratique. Parce que, tout simplement, c'est l'État qui établit ce qu'est *une vérité établie* et ce qu'est *une interprétation infondée*. Et que plus on aura intérêt de mettre cette vérité à l'abri de toute critique, plus on la décrètera objective, et plus on pourra dénoncer comme négationniste quiconque entend la soumettre à la critique.

Le glissement de sens de ce concept s'est ensuite ultérieurement aggravé lorsqu'il a été également repris au sein du milieu scientifique. Récemment, face aux rares politiciens et aux nombreux industriels désireux de démontrer que la planète jouit d'une santé optimale, on a parlé de négationnisme climatique entendu comme *refus entêté et irrationnel de prendre acte des évidences sur lesquelles la communauté scientifique avait atteint un consensus en matière de pollution atmosphérique*. Cette évolution du concept de négationnisme le déforme radicalement : l'époque prise en considération change, l'autorité dépositaire de la vérité à ne mettre d'aucune façon en discussion change (de l'État à la Science, à travers la bouche de sa communauté de techniciens), la « nature » même de la volonté de ceux qui ont provoqué le désastre change (de directe-intentionnelle, elle devient indirecte-involontaire), et change également la responsabilité de ceux qui protestent contre ce négationnisme présumé (il ne s'agit plus d'une recherche dénuée de lien avec de qui s'est passé, mais bien d'une partie intéressée, souvent et volontiers au service des dévastateurs de l'environnement).

Enfin, ultime mutation grotesque de ce concept, ceux qui ont osé faire observer la disproportion entre les

mesures de confinement de la pandémie en cours et l'effective menace constituée par le virus qui en est à l'origine ont également été taxés de négationnisme (viral ?). Si dans le cas de la pollution atmosphérique la communauté scientifique avait émis sa vérité après des décennies d'observations, de confrontations, d'exams, de débats et d'expertises, on entend ici sauter toute cette lente élaboration afin d'étouffer dans l'œuf les perplexités et les critiques qui visent à délégitimer la politique des gouvernants. Peu importe que deux experts virologues d'un même hôpital, des collègues qui se connaissent et travaillent ensemble depuis des années, puissent avoir des avis diamétralement opposés sur la question – il n'y a pas de temps à perdre en confrontation directe. La politique du gouvernement, celle qui prétend combattre une pandémie en éliminant toute liberté personnelle minimale, doit être défendue dans l'immédiat. La vérité vraie, univoque, incontestable, est celle que disent d'une fois sur l'autre les fonctionnaires du ministère, point barre. Et celui qui n'est pas d'accord n'est qu'un négationniste.

Il va de soi que l'utilisation désinvolte de ce terme risque de n'épargner personne de la réprobation qu'il déchaîne. Si pour être accusés de négationnisme il suffit d'être en désaccord avec l'opinion proférée à un moment donné par la majorité des scientifiques salariés de la domination, vu que seule la majorité quantitative institue la véracité qualitative, combien de temps nous faudra-t-il pour tous finir dans un même chaudron exécutable, au milieu des « No-Vax » et autres « terreplattistes » ? Un puits sans fond, rempli en permanence, parce qu'il pourrait aussi bien accueillir demain ceux qui nient l'efficacité thérapeutique établie des médicaments, ceux qui nient la supériorité nutritive établie du régime omnivore, ceux qui nient les merveilles techniques établies du progrès, ceux qui nient l'inéluclabilité historique établie du capitalisme et de l'État... En somme, quiconque osera contester l'avis d'une autorité verra ses arguments être marqués de la sorte, comme synonymes d'ambiguïté ou de stupidité.

L'utilisation désinvolte actuelle de la dénonciation pour négationnisme manifeste surtout l'incapacité de porter en avant ses propres arguments, en les substituant par une commode accusation coupe-débat : c'est la manière la plus sûre et expéditive pour éviter la discussion, en « gagnant » non pas sur le terrain, mais par disqualifica-

10/07, Würzburg (Allemagne).
En Bavière, une voiture de police flambe au cours de la nuit.

11/7, Dresde (Allemagne).
Le fasciste Felix Friebe est attaqué chez lui et roué de coups. « *Normalement nous ne publions jamais de texte. Nous agissons à l'ombre, notre agir parle de lui-même et nous n'avons pas besoin de publicité ou de longues revendications. [...] Notre seule raison d'écrire quelque chose maintenant, c'est l'intensification des attaques contre les compagnonnes et compagnons partout en Allemagne.* »

13/7, Saint-Herblain (France).
En Loire-Atlantique, six utilitaires de JCDecaux partent en fumée vers 1h30 du matin, et plusieurs panneaux d'affichage publicitaire proches des véhicules sont également endommagés par les flammes. Revendiqué par *Action directe anarchiste* (ADA).

14/7, Bruxelles (Belgique).
Une antenne de téléphonie mobile de 30 mètres de haut appartenant à *Proximus* et également utilisée par les trois autres opérateurs (*Orange*, *Base* et *Telenet*) part en fumée vers 5h du matin du côté de la commune de Watermael-Boitsfort.

15/7, Alès (France).
Dans le Gard, deux voitures de l'administration judiciaire sont attaquées sur le parking fermé du tribunal : vitres et pare-brises en miettes.

15/7, Fribourg (Suisse).
Solidarité Enflammée Contre l'Uniforme (SECU) revendique l'incendie de deux voitures de fonction du groupe *Securitas*, qui matonne plusieurs prisons pour

sans-papiers (centres fermés), notamment dans le cadre de la «*vague de révolte contre les violences policières et l'autorité de la police*».

15/07, Leipzig (Allemagne).
Dans le quartier de Plagwitz, une pelleuse sur un chantier est incendiée au cours de la nuit.
«*Par tous les moyens contre la revalorisation de notre quartier !*»

15/7, Bruxelles (Belgique).
Une voiture de police banalisée part en fumée dans la nuit près du commissariat des Marolles, après qu'un molotov ait été lancé dans le véhicule.

16/7, Maroussi (Grèce).
Dans la banlieue nord d'Athènes, *Des milliers de soleils dans la nuit* communiquent le fracas de nombreuses vitres et l'incendie d'un distributeur automatique de billets dont les dégâts se sont étendus à l'intérieur d'une agence de la *National Bank*, en commençant par «*Même si nous ne gagnerons jamais, nous nous battons toujours.*»

16/7, Leipzig (Allemagne).
Un utilitaire de la société immobilière *CG-Gruppe* est incendié en réponse à différentes perquisitions et menaces d'expulsions. La revendication finit par «*Même après un an, liberté, amour et force pour les Trois du banc public !*»

17/7, Volos (Grèce).
En Thessalie, dans le département de Magnésie, le bâtiment des autorités locales est attaqué avec des haches et du feu, notamment contre l'assassinat policier d'un manifestant, Vassilis Magos, qui luttait contre un incinérateur cancérogène.

tion de l'adversaire. Voilà pourquoi il s'agit d'un échappatoire qui n'est pas uniquement emprunté en haut par ceux qui veulent défendre les vérités de l'État ou de la Science, mais aussi par ceux en bas qui ne se privent pas d'expédients faciles afin d'imposer leur propre opinion. En créant ici aussi un confusionnisme intéressé. Il suffit de penser aux miasmes soulevés par la furibonde polémique sur les dits négationnistes de gauche, qui ont eu l'ignoble idée de défendre une chose juste (le nazisme n'a pas l'exclusivité en matière d'horreur étatique) de la manière la plus erronée possible (en affirmant que l'extermination des Juifs ne s'est jamais produite). Cela a permis dans un premier temps à certains de faire remarquer la pourriture du doigt pour ne pas regarder la lune, puis de soupçonner quiconque regarde la lune d'avoir les doigts sales. Comme si ceux qui critiquaient l'horreur démocratique étaient toujours à deux pas de minimiser celle du nazisme ! Une déduction privée de sens, repoussée également par un célèbre historien, spécialiste notamment du totalitarisme nazi et de la Shoah, qui a critiqué le prétendu «*isolement*» du passé nazi qui empêcherait d'en saisir les liens avec les autres fascismes européens et, d'une manière plus générale, avec le modèle civilisationnel du monde occidental. Saisir ces liens ne signifie pas «*normaliser*» ou réhabiliter le nazisme, cela signifie plutôt «*dénormaliser*» la civilisation qui est la nôtre et remettre en cause l'histoire de l'Europe.» Mais cette dernière est une histoire que beaucoup ne veulent pas remettre en question, vu l'accusation de négationnisme adressée par quelques esprits paranoïaques-délirants, aussi bien contre qui a rappelé que les camps de concentration colonialistes ont précédé ceux nazis, que contre qui au lendemain du massacre du Bataclan a précisé n'apprécier «*ni leur guerre ni leur paix*».

Et savez-vous quel est le comble ? Qu'à long terme, suite à une excessive et banale consommation, la critique du négationnisme perdra toute signification, et donc toute efficacité polémique. Au grand soulagement des défenseurs d'Auschwitz...

Finimondo, 30 mai 2020
(traduit de l'italien)

* NdT : Les *foibe*, terme issu du frioulan, sont des grottes naturelles verticales qui parsèment notamment l'arrière-pays de Trieste.

| Retour à quelle normale ? |

Il serait tellement facile de passer l'éponge. Comme si rien ne s'était passé, comme si tout pouvait à nouveau continuer comme avant. Comme si les décisions et les choix qui ont été faits par chacun chacune ne pèsent plus et que leurs poids se sont envolés avec le changement de la situation post-confinement. Passer l'éponge sur la honte non seulement d'avoir obéi aux injonctions de l'État («*restez chez vous jusqu'à nouvel ordre !*»), mais aussi d'avoir cautionné sa démarche, d'avoir défendu ses postulats. Mais je ne suis pas un prophète de la délivrance, ni un juge qui condamne ou acquitte. Je ne passe pas l'éponge au nom de la bonne entente, et mes choix, comme ceux des autres, ont leur propre poids.

Nous avons assisté ces derniers mois à un chamboulement exceptionnel. D'un jour à l'autre, l'État a décrété qu'il fallait rester chez soi, qu'on ne pouvait plus embrasser nos proches ni même les voir. Nos déplacements ont été réduits au « fonctionnel » (boulot et supermarché) et on nous a vanté les bienfaits de la présence de la non-présence (la télécommunication). Au-delà de toute discussion technique sur les caractéristiques du coronavirus, de sa propagation ou de sa mortalité, nous pouvons désormais affirmer tranquillement que, comme d'habitude, la gestion étatique visait avant tout la stabilité du système. D'abord admis du bout des lèvres, puis fondue dans une formulation magique sensée faire l'unanimité («*désengorger les hôpitaux*»), la gestion de la « crise sanitaire » répondait aux exigences de la préservation de la société actuelle. Que la mise en danger du système ait été largement exagérée ne me semble faire aucun doute : les cadavres ne se sont pas empilés dans la rue, les usines n'ont pas cessé de produire, les infrastructures ne se sont aucunement effondrées. Par contre, l'obéissance a été testée à large échelle, la production du consensus à l'ère informatique a été affinée, le terrain a été déblayé pour la restructuration économique qui s'annonce (ultérieure automatisation, massification du télétravail, introduction de la 5G qui viendra renforcer l'omniprésence de la toile). Quid des révolutionnaires, alors ? De ces enne-

18/7, Saint-Paul (France).

Dans la colonie de La Réunion, les transformateurs électriques de trois antennes de téléphonie sont volontairement incendiés, les mettant hors-service.

19/7, Dunkerque (France).

Dans le Nord, l'un des trois bâtiments du groupe scolaire accueillant l'école maternelle est incendié vers 4h du matin et entièrement détruit.

19/7, Cremona (Italie).

En Lombardie entre fin juin et mi-juillet, s'est d'une part produit un blackout qui a plongé une grande partie de la ville dans l'obscurité ; et d'autre part lors d'un autre épisode, un central téléphonique a pris feu, ce dernier courant le long de ses câbles avant d'en détruire une partie et de couper le réseau : des tags sont retrouvés à côté comme «*Réseau 5G nocif pour la santé et la planète. Stop 5G*»..

24/7, Saint-Joseph (France).

Dans la colonie de Martinique, deux antennes-relais partent en fumée dans la nuit, privant les clients de *Digicel* et *SFR* de téléphonie mobile et d'internet.

26/7, Lucciana (France).

En Corse, trois nouveaux véhicules personnels de matons travaillant à la prison de Borgo partent en fumée dans la nuit.

26/7, Montigny-lès-Cormeilles (France).

Dans le Val d'Oise, une école est ravagée par le feu vers 20h30 grâce à plusieurs conteneurs à poubelles placés contre une façade puis enflammés : le réfectoire et une classe d'atelier sont détruits, les autres salles dégradées par les fumées. Quelques jours plus tard, deux

ados de 13 ans sont arrêtés et mis en examen pour ces faits.

26/7, Munich (Allemagne)
Dans le quartier de Haidhausen, des inconnus habillés de noir mettent le feu à deux conteneurs et s'attaquent à une agence immobilière avant de disparaître dans la nuit.

26/7, Hanovre (Allemagne).
Dans le quartier de Davenstedt, un poste de police perd ses fenêtres et reçoit du goudron sur sa façade. Pour «*montrer la haine et le mépris que nous ressentons à l'égard de la police*», dit notamment le communiqué solidaire avec les Trois du banc public.

26/7, Brême (Allemagne).
Sur le site de la société immobilière *Espabau*, un véhicule de l'entreprise du même nom est incendié pendant la nuit. «*La ville des riches est attaquant*».

27/7, Fresnes (France).
Dans le Val-de-Marne, la voiture d'un maton garée sur le parking de la prison reçoit un molotov en pleine journée vers 10h30 du matin.

27/7, Pornic (France).
En Loire-Atlantique, trois véhicules de gendarmes, dont deux sérigraphiés, sont incendiés dans l'enceinte de la caserne vers 3h du matin. Le nombre de véhicules de gendarmes détruits dans le coin par les flammes depuis le début de l'année 2020 se monte désormais à douze. Un homme de 21 ans est arrêté puis incarcéré quelques jours plus tard sur la base de l'ADN, accusé de cet incendie

mis de la gestion étatique, éternels critiques de ce qui vient d'en haut et rêveurs de la liberté ?

Du côté de la gauche radicale, l'acceptation des mesures de confinement a été presque unanime. Ces radicaux de gauche ont frétilé en voyant la puissance de l'État qu'ils rêvent de conquérir, expression de la collectivité, s'affirmer une fois de plus en force. En bons adorateurs de la Collectivité, de l'État et du Peuple, ils ont soutenu, défendu et cautionné les mesures prises par le pouvoir, en faisant pleuvoir leurs diatribes habituelles qui reviennent invariablement à une revendication de plus d'État et d'une meilleure gestion institutionnelle des sujets. Ils ont loué et accompagné « l'effort collectif », fustigé les individus qui n'y adhéraient pas : ils ont, une fois de plus, décelé dans la discipline de masse la promesse d'un avenir social. Soit.

Mais qu'en a-t-il été de la « mouvance », de celles et ceux qui se placent en dehors des partis et des syndicats, qui portent une critique acerbe des institutions, qui prônent l'autogestion et l'autonomie ? A mon avis, cette « mouvance » qui se farde d'étiquettes diverses et variées (écologiste, autonome, libertaire, communiste hétérodoxe, ultragauche etc. etc.) a globalement signé sa faillite en tant que potentielle force révolutionnaire. Elle a largement accepté les thèses étatiques, elle s'est adaptée à ses exigences et elle a mystifié ultérieurement toute cette « crise sanitaire » en jouant un rôle de mouche du coche au service d'un confinement autogéré. Tout ce qui était critiqué auparavant a été soudain découvert sous un « jour nouveau » puis jeté à la poubelle ou « suspendu » : la critique de la hiérarchie médicale, les mesures de gestion décrétées d'en haut (du confinement aux attestations de sortie, en passant par le tri de qui doit vivre ou mourir à la notion d'économie essentielle), la méfiance envers les bombardements médiatiques, la ritournelle du « nous sommes tous dans le même bateau face à un virus qui frappe tout le monde », etc. etc.

Pour la « mouvance », ce fut avant tout l'éclipse de l'individu, avec toute la multiplicité de ses choix, ses doutes et ses responsabilités. Chacune et chacun s'employait alors à énoncer ce qu'il fallait faire face au virus, en entendant parler au nom de toutes et tous, voire de la société toute entière, et on a pu entendre ou lire à cette occasion un *revival* du pire communisme de caserne à l'échelle mondiale. Bien sûr, à l'instar de l'État, tout cela se drapait dans les plus beaux habits humanitaires. C'était pour protéger « les vieux », « les plus démunis », les « personnes à risque » :

l'avis individuel d'une personne vieille, ou démunie, ou « à risque » ne semblait pas ou plus compter. Car comment une gestion tout court ou de masse, même alternative, pourrait-elle s'embarasser de chaque sujet-tiers pris dans son individualité ? « *Le médecin l'a conseillé* », argumentait-on alors avec autorité – et loin de moi de nier a priori aux médecins toute capacité à dire quelque chose de sensé par rapport à la santé, mais y compris dans le corps médical, les opinions divergent et les approches ne sont pas uniformes. « *Le nouveau monde qu'on a dans nos cœurs* », cette phrase me fait désormais presque peur quand elle affleure sur certaines lèvres : leur nouveau monde d'une gestion communiste ou libertaire de masse camouflée sous forme d'autogestion, n'est qu'un cauchemar supplémentaire parmi d'autres que ce monde m'offre aujourd'hui, et pas des moins pires, je dois l'avouer.

La faillite de la « mouvance », c'est d'avoir obéi et cautionné, au moment où il fallait rester sur ses gardes, maintenir une critique sans concession, souder les solidarités contre les mesures de confinement, propager la saine méfiance contre elles et le rejet des injonctions institutionnelles, proposer et vivre la liberté dans toutes ses dimensions comme seule voie acceptable contre l'épidémie. Aujourd'hui, c'est au nom d'une « crise sanitaire » que nombre de ces « camarades » ont fermé la porte de leur maison, ont suspendu leurs activités et leurs luttes, ont fermé leurs locaux. N'est-il alors pas légitime de se demander ce qui se passerait demain si la « prochaine crise » était plus grave, plus vaste et la gestion du pouvoir encore plus drastique ? Si une centrale nucléaire explosait ? Si une guerre éclatait ? Si une sécheresse durable s'installait ? Non, la « mouvance » dans sa globalité n'a pas passé ce test de début de pandémie, et cela est plutôt indicatif pour quand la situation se détériorera.



Mais il y a même eu pire. Si au minimum les militants s'étaient confinés chez eux sans plus, ce serait déjà ça et il n'y aurait pas grand chose à dire de plus. Mais non, ils n'ont pu s'empêcher de s'inviter sur scène : soutenir les hôpitaux publics, applaudir les soignants et la « première ligne » en général à 20h (ce qui revenait *de fait* la plupart du temps à applaudir l'État, qu'on le veuille ou non), saluer avec un soupçon de culpabilité et de misérabilisme les caissières, les éboueurs, les exploités « *qui triment pour que nous puissions vivre* », dénoncer les conditions de travail pour exiger plus de mesures flicosanitaires que des petits

mais aussi de celui du 10 mai 2020 à Saint-Brévin où quatre autres véhicules de gendarmes étaient déjà partis en fumée dans une caserne.

27/7, Kiev (Ukraine).

La nouvelle jeunesse communique l'incendie de plusieurs véhicules sur un parking de la police nationale, en précisant notamment « *il n'existe pas de bons flics, ni de police démocratique* ».

28/7, Vescovato (France).

En Corse, deux véhicules d'un maton affecté à la prison de Borgo partent en fumée vers 3h du matin.

29/7, Lille (France).

Dans le Nord, six voitures appartenant à des agents administratifs de la prison de Séquedin et une d'un maton partent en fumée vers 3h du matin sur le parking réservé au personnel, après qu'une berline ait défoncé ses grillages en mode bélier.

30/7, Brême (Allemagne).

Une énorme grue est incendiée sur le chantier du futur centre logistique de l'entreprise *Amazon* à Achim.

31/7, Blanzay (France).

Dans la Vienne, le pied du mât de mesures de vent du futur parc éolien de la société *Volkswind*, situé au milieu d'un champ, est incendié au pneumatique dans la nuit.

31/7, Leipzig (Allemagne).

Deux *Porsches* sont incendiées en solidarité avec les squats menacés d'expulsion. « *Contre la ville des riches, vive l'anarchie !* »

AOÛT 2020

1/8, Bron (France).

Dans le Rhône, deux mâts de vidéosurveillance sont sciés à la disquette vers 1h du matin. Trois interpellés.

1/8, Hauterives (France).

Dans la Drôme, une antenne de téléphonie mobile SFR de 20 mètres de haut part en fumée dans la nuit après que le feu ait été bouté à ses câbles.

1/8, Karlsruhe (Allemagne).

Une *Cellule féministe autonome* revendique deux attaques incendiaires : la première contre trois véhicules de l'entreprise de sécurité *Big Security*, suivie quelques nuits plus tard par une autre contre deux voitures chez un concessionnaire *Jaguar*.

5/8, Herstal (Belgique).

Dans la province de Liège, si l'origine du sinistre reste inconnue, à part qu'il s'agirait d'une « combustion », le fait est assez curieux : vers 6h du matin, le feu se déclare dans un bâtiment de la station de transformation d'électricité de Herstal. La station est lourdement endommagée et le courant (elle transformait la haute en moyenne tension) coupé dans plusieurs communes, dont la zone industrielle des Hauts-Sart, « *extrêmement énergivore* ». Herstal est bien connue pour sa concentration d'entreprises d'armement, comme par exemple la fameuse *FN Herstal*. Toutes les usines de mort sont à l'arrêt après cet incendie.

chefs se feront une joie de faire respecter, organiser des gardes rouges en faisant du populisme à bon marché et surtout, surtout, fustiger celles et ceux qui n'acceptaient pas, qui ne se rendaient pas à « l'évidence » des mesures institutionnelles contre la « crise sanitaire » : les « *éco-nihilistes* », les « *anarcho-Trump* », les « *nostalgiques de l'État islamique* », les « *dénégateurs* », les « *trop infantiles* », les « *éternels adolescents qui disent toujours non* ». Confiné au chaud et en étant arrivé, bien sûr par lui-même et de façon critique, aux mêmes conclusions que l'État, un pamphlétaire libertaire nous pondait par exemple : « *Des anarchistes s'interrogent... Si le gouvernement promulguait la loi de la pesanteur... Devrais-je sauter du 6e étage pour prouver ma liberté ?* » De l'autre côté du spectre, quelques pontifes de l'ultra-gauche française venaient en aide aux autonomes désemparés pour les rassurer sur le fait qu'il n'y avait rien à faire d'autre que du caritatif : « *Il a souvent été dit, écrit, que le capitalisme est la cause du problème et qu'il ne peut donc pas en être la solution. Le slogan est beau, mais est-il pour autant juste en toute occasion ? On pourrait tout aussi bien proclamer l'inverse : que les capitalistes sont les mieux placés pour gérer un virus capitaliste dans un monde capitaliste... Au-delà de la rhétorique, quelle alternative s'offre à nous très concrètement aujourd'hui ?* »

Au moins, et à l'inverse, chez pas mal d'exclus on a pu constater un comportement somme toute assez classique : entre une acceptation formelle des injonctions et leur rejet informel au quotidien. Sans beaucoup plus de prétentions que cela, juste question de s'adapter un peu et de continuer au mieux une vie de galériens (perçue comme telle ou pas) de tous les jours. Sans fanfaronnades ou grandes théories critiques. De la fraude et de la débrouille face à une énième couche de contraintes, comme on fraude les transports publics, comme on arnaque les institutions qui gèrent les allocations, comme on triche ou on perruque au boulot. Chez les révolutionnaires, rien de tel d'aussi simple, bien que soit dit en passant ce genre d'attitude ne soit pas plus significative que cela. Non, chez eux règne la prétention d'être les sauveurs du monde, ce sont les promulgateurs de bonnes « alternatives », les propagateurs du moindre mal et de l'urgence. Et dans l'incohérence la plus totale, bien entendu. Pendant deux mois, on se confine, on quitte la rue et on ferme boutique (mais par choix, certainement pas parce qu'on obéit à l'État !) puis on se déconfiner, on fait la fête avec les potes, on réunit et on active à nouveau (par choix, certainement pas parce que l'État a dé-

créé la fin du confinement). Non, vous pouvez le tourner comme vous voulez, vous n'avez pas été moins en proie à la propagande étatique que tant d'autres personnes. Mais à la différence de ces autres personnes, vous aviez la pré-tention d'être critiques, d'être rebelles, d'être contre, voire même parfois d'être cohérents !



Pour autant, d'autres mains ne se sont pas jointes en bloc au confinement. Elles sont sorties dans la rue, pour parler, pour discuter, pour agiter. Elles sont aussi sorties pour saboter ce qu'elles pouvaient, continuer de mettre des bâtons dans les roues de la domination. Elles ont brûlé des antennes et sectionné des câbles de fibre optique, elles ont saboté des véhicules des forces de l'ordre ou flambé des mairies. Voilà par exemple celles et ceux qui n'ont pas fait « faillite » de tout esprit critique et qui ne devront pas avoir honte de se regarder dans le miroir avec tous leurs complices. Mais la leçon aura été bien amère, et encore plus pour qui s'est forgé dans le dernier cycle de conflictualité sociale parti en 2016 du mouvement contre la loi *Travail!* jusqu'à celui des gilets jaunes.

Aujourd'hui, je ne veux aucunement cautionner le retour en arrière, l'énième retournement de vestes qui se prépare. Bien sûr, personne n'est à l'abri des erreurs, et celles et ceux qui ont continué d'attaquer en ont sans doute également faites ces derniers mois. La question ne se réduit pas à une affaire de comptables : elle est de se demander ce que cela signifie être anarchistes, révolutionnaires, insurgés, en plus encore en temps de « crise ». Ce que signifie plus généralement la complicité, la solidarité ou le courage individuel. Soyons prudents à donner des réponses trop rapides, car la prochaine « crise » ne tardera pas à se présenter.



5/8, Montereau-Fault-Yonne (France).

En Seine-et-Marne, cinq véhicules des ateliers techniques de l'office HLM *Confluence Habitat*, séparés en deux groupes distants, sont incendiés vers 1h du matin.

9/8, Berlin (Allemagne).

Dans le quartier de Mitte, une pelleuse du constructeur de prisons *Eurovia-Vinci* est incendiée dans la nuit par (A), notamment « *en solidarité avec les prisonnier.e.s et en particulier avec les inculpé.e.s du procès du Banc Public à Hambourg* »

10/8, Couvet (Suisse).

Dans le canton de Neuchâtel, le travail d'exploitation de la carrière est saboté par l'incendie nocturne de deux engins de chantier.

11/8, Athènes (Grèce).

Des anarchistes saccagent la station de métro de Petralona, notamment en réponse à la mort d'un tagueur de 20 ans, pourchassé par les vigiles.

13/8, Athènes (Grèce).

Les Groupes anarchistes de solidarité internationale revendiquent deux attaques incendiaires en solidarité avec la révolte aux États-Unis. La première contre le domicile du directeur général de la *Chambre Helléno-Américaine*, Elias Spyrtounia, un des médiateurs des intérêts américains en Grèce. La deuxième contre un véhicule de police dans le quartier de Gizi. « *Pour porter les flammes des soulèvements partout dans le monde, et jusqu'ici.* »

Contributions au débat

Courant juillet, nous avons reçu par courriel les deux textes suivants sur les attaques contre la domination technologique. L'auteur du premier nous ayant précisé que pour le publier dans ce bulletin papier en le sortant « du cyber-monde », il était possible de supprimer les liens internet de sa première version, nous avons procédé de la sorte.

| Quelques réflexions sur les attaques d'antennes relais |

Ce texte s'adresse aux personnes qui soutiennent et/ou pratiquent l'attaque.

Il se veut être une réflexion plus globale sur le choix des cibles.

Il ne prétend pas apporter des idées neuves ou des solutions géniales mais tente de faire un petit point et s'ose même à regarder plus loin.

Des petits trous

Voir une multiplication de la pratique du cramage d'antennes ou de fibre optique (et de l'attaque en général d'ailleurs) m'a profondément réjoui. Maintenant que le foisonnement semble être un peu retombé je pense qu'il peut-être intéressant pour nous de se remettre à penser plus à froid. Les attaques d'antennes relais ne sont pas nouvelles, cela fait de nombreuses années qu'on peut en voir régulièrement. Si ces dernières années on a pu voir le rythme s'intensifier (en France en tout cas), l'explosion de ces derniers mois à été vraiment impressionnante. Pour autant qu'en reste il ? Des expériences individuelles, sans aucun doute. Des nouvelles complexités créées, j'imagine. Mais surtout de nouvelles possibilités, j'espère. Car ces trous dans la toile du réseaux sont si irréguliers

et dispersés (à part quelques exceptions d'attaque coordonnée à Paris ou Grenoble mais j'y reviens plus loin) qu'ils sont réparés en quelques heures, ou quelques jours dans le meilleurs des cas.

Car le point faible de ces fameuses antennes est également leur point fort. Elles sont vulnérables, même pour de très petits groupes moyennement équipés, mais elles sont aussi très facilement remplaçables. Si l'effet est immédiat (le téléphone fonctionne ou le téléphone ne fonctionne pas), dans l'écrasante majorité des cas le réseau possède un maillage tellement serré qu'une autre antenne prend directement le relais (d'où leurs nom) et qu'on ne voit pas la différence au niveau des services. Malgré toute l'ardeur qui y a été mise, que représentent 50 antennes face aux 30.000 réparties sur l'ensemble du territoire ? Défaitiste ? Je ne pense pas.

Un autre regard

Nous pouvons prendre les choses d'une autre manière. Le fait que l'entièreté du territoire (et l'énorme majorité du monde d'ailleurs) soit couverte ne signifie pas qu'il n'y ait plus rien à faire, mais bien que l'on peut attaquer partout. Que ce soit

dans une région où l'on passe du temps pour apprendre à y interagir et s'y déplacer en toute discrétion, ou plus loin pour brouiller les pistes en réfléchissant aux différents moyens de se déplacer sur de plus longues distances de façon anonyme.

De la même façon nous pouvons jeter un regard sur notre mouvement (J' y mets de façon simplificatrice tout ceux et celles que le désir de liberté pousse à l'attaque sans médiations) et sur sa plus grande faiblesse (à mon sens) : le manque total d'organisation à moyenne/grande échelle. Regardons autrement. Le fait de ne pas avoir de groupe de décision centralisé, ni de chef, d'être dispersé, voire en désaccord sur certains nombre de points est peut-être notre meilleure arme contre la répression. Il est beaucoup plus difficile pour nos ennemis de comprendre qui veut quoi, qui dit quoi, et surtout qui fait quoi ! (moi même je m'y perds souvent). En cas d'arrestations je ne serai pas non plus en capacité de balancer des gens que je n'ai jamais vu.

Gardons donc nos saines méfiances envers tout ce qui pourrait ressembler à de l'autorité mais ne nous empêchons pas de penser à la façon dont nous pourrions nous organiser de manière plus large : des appels à des campagnes d'attaques, des partages de savoirs et pratiques sur papiers, des textes de débats entre nous, certaines rencontres informelles en réfléchissant grandement à la sécurité, des petits groupes de réflexion plutôt que des grosses AG, favoriser la rencontre d'un contact représentant d'autres gens plutôt qu'un processus à plus nombreuses,...

Pour en revenir à leurs antennes, si l'idée que l'attaque est reproduite et partagée quant elle est simple et compréhensible reste pour moi un doux rêve (ou une idéologie dans certains cas¹) il n'en reste pas moins que ces cibles sont fortement intéressantes pour nous car plus accessibles sur le plan matériel (isolées, avec peu ou pas

de protections) et donc plus facile pour se lancer, entraîner d'autres compagnons. Avec nous, apprendre à reconnaître des territoires, partager des pratiques et casser ce mythe que l'attaque reste l'affaire de spécialistes surentraînés et sur-équipées. Nous avons donc bien besoin de ces cibles. Mais pour aller au-delà d'elles.

Aller au-delà

Et justement les possibilités : Que ce soit à Paris pendant le confinement² ou à Grenoble quelques dizaines de jours plus tard³ le pas me semble franchi en passant d'une cible avec une valeur stratégique peu importante (car facilement remplaçable) en de multiples cibles qui une fois coordonnées augmente grandement l'efficacité de l'attaque. Que ce soit les 100.000 personnes privées d'internet et téléphone à Paris, ou à Grenoble où l'on apprend qu'une antenne de plus aurait coupé tout le réseau de la métropole⁴. Non pas que la recette soit nouvelle, mais je trouve très enthousiasmant qu'on se permette d'y penser, de le faire, de se coordonner, de frapper simultanément et de disparaître. C'est le pas en avant entre ce qui peut s'amalgamer à une certaine pratique du conflit basse intensité et ce qui pourrait devenir un conflit plus ouvert. Vu la tournure que prennent les choses avec d'un côté un système tout technologique sur-contrôlé et de l'autre la destruction toujours plus virulente de ce qu'on osait encore appeler nature il y a peu, je pense sincèrement que nous n'avons plus le temps. Plus le temps d'espérer qu'un énième mouvement social devienne incontrôlable si l'on y casse suffisamment de vitrines; ou d'espérer qu'à force de petits exemples de sabotages diffus, une masse toujours plus servile se transforme en masse furieuse. Ne plus avoir le temps ne signifie pas pour moi se précipiter derrière chaque urgence (climatique ou sociale), ni suivre le flux toujours

plus rapide du réseau, pour être « présent » à faire de la « contre information ». Non. Cela signifie planifier des opérations qui ont du sens, oser penser en termes de stratégie. Avec nos temporalités et non pas celles du pouvoir. D'autant que le système à traversé une « crise ». Et qu'il me paraît évident sans jouer aux prophètes qu'il y en aura d'autres, dont nous avons tout intérêt à profiter. Et nous pouvons peut-être déjà tirer certaines questions/conclusions de ce qui s'est passé.

Savoir où aller pendant le confinement, avec qui. Se souvenir de qui t'a ouvert sa porte et qui l'a laissé fermée. Si tu aurais dû accumuler du matériel offensif avant que les magasins ne ferment. Si tu avais oublié des choses. Si tu avais des moyens de te déplacer en évitant les contrôles. A quel point tu sais fonctionner et t'organiser sans ton téléphone, sans internet si le réseau tombe (de manière momentanée ou de façon un peu plus longue,...).

Le choix des cibles

Que ce soit pour la fibre ou les réseaux des télécommunications, il existe des nœuds que nous pourrions étudier. Il me paraît important également de rappeler que toute infrastructure essentielle au système techno-industriel est actuellement alimentée par la production électrique⁵. Si une cible paraît trop complexe pourquoi ne pas l'attaquer en amont, là où la surveillance est moindre. Quelques transformateurs électriques rendus inopérants peuvent plonger une grande ville dans l'obscurité totale de la déconnexion (avec tout ce que cela implique, à l'heure où toutes les infrastructures et l'écrasante majorité des interactions sont pensées en terme de système interconnecté et de flux).

Et si j'étais suffisamment préparé pour aller encore plus loin ? Et si j'avais l'information qu'à une heure donnée, l'endroit où je me trouve allait se retrouver dans le noir,

sans système de surveillance, sans réseau, qu'est ce que je pourrais y faire ? Quelle préparation cela exigerait t-il ?

Soyons honnêtes : nous sommes très peu nombreuses. Pour cela nous devrions peut-être nous concentrer d'avantage sur les pièces critiques de ce système si nous voulons lui porter des coups réellement dommageables.

Mon but n'est pas ici de dire que nous devrions exclusivement viser les centres névralgiques du pouvoir et que toute autre attaque n'est pas digne d'intérêt. Au contraire. Toute attaque est bonne en soi. Mais nous avons besoin de savoir ce que nous en attendons précisément. Ce qu'elles apportent, ce qu'elles n'apportent pas. Quels sont leurs effets et leurs limites. Ce qu'elles produisent et les possibilités qu'elles ouvrent.

Cela me paraît réellement nécessaire aujourd'hui.

Si nous voulons (re)devenir dangereux, si nous voulons (re)devenir sauvage.



(1) *Abandonner les fantasmes de la politique. Critiques anarchistes de quelques dérives de la méthode insurrectionnelle*, ed. Attaque, mars 2019, 36 p.

(2) *Le Parisien*, 5-7 mai 2020, sur les câbles en fibre optique coupés à Ivry et Vitry (Val-de-Marne)

(3) *Attaques incendiaires autour de Grenoble*, communiqué des *Chauves-souris transmettant le feu* paru sur Indymedia Nantes, 19 mai 2020

(4) *Antenne, je ne boirai plus de ton réseau*, in *Le Postillon* (Grenoble) n°56, été 2020

(5) *Panne électrique – les impacts d'une attaque physique sur le réseau électrique*, site Vert Résistance, 25 mars 2020

| A l'assaut de l'existant |

La circulation de plusieurs textes venus non seulement défendre publiquement les récents sabotages d'antennes-relais pendant le confinement, mais aussi tenter de pousser la réflexion un peu plus loin, m'ont donné envie d'apporter ma petite pierre. Il me semble en effet important que ce genre de discussions sur l'agir en cours puisse également se développer par écrit au-delà de telle ou telle attaque particulière ou de la solidarité en cas de répression, afin d'embrasser un horizon plus vaste où confronter et approfondir les perspectives individuelles de chacun chacune. Voici donc une autre contribution pour alimenter cet espace de réflexion, envoyée à quelques publications anarchistes non-virtuelles qui pourraient l'accueillir.

Agir à peu nombreux

« Nous pouvons ne rien faire, voilà la plus belle des raisons d'agir », disait un petit pamphlet de la fin du dernier millénaire. Et en effet, derrière ce paradoxe apparent qui pointait que tout commence souvent par un *non* dans ce monde de soumission, de résignation et de passivité organisées, le point de départ d'un agir subversif vers une pratique exagérée de liberté repose avant tout sur les individus. Non pas sur de mystérieuses forces sociales soumises à d'implacables mécanismes historiques, non pas sur quelque avant-garde organisée en mesure d'entraîner le poids de la masse derrière elle, mais bien sur ce petit ingrédient qui échappera toujours à la statistique des grands nombres.

A côté de l'auto-organisation et de l'autonomie des individus pour attaquer ici et maintenant, il y a aussi un air entêtant qui vient nous bousculer régulièrement, en tout cas pour qui entend détruire l'existant de fond en comble : l'insurrection qui

ouvre violemment la porte à l'expérience de la transformation révolutionnaire. Cette dernière n'est évidemment pas liée à une croyance historique ou à une *inéductibilité* messianique, mais bien à une *nécessité immédiate*, celle de démolir les structures de la domination comme les rapports sociaux qui en sont les piliers, ce à quoi la simple multiplication de groupes d'action ne saurait malheureusement pourvoir. Nous ne nous consolerons ainsi jamais de l'étendue des horreurs de l'autorité et de la dépossession qui nous environnent et nous saisissent, comme nous n'étancherons jamais cette soif de démolition à l'aune de notre seul agir. L'insurrection, donc, qui peut à la fois ouvrir sur des possibilités inouïes d'approfondissements destructifs, mais aussi sur un bouleversement de l'espace-temps de la domination, soit de la vie même dans toutes ses dimensions.

Par exemple, si agir à peu nombreux ne signifie pas forcément agir isolément, et si la force ne réside pas dans le nombre mais dans son caractère diffus et incontrôlable, la question pourrait dans ce cas devenir non plus attendre on ne sait qui ou on ne sait quelle condition objective, mais comment, tout en partant de soi, contribuer *en même temps* à favoriser, étendre, précipiter ou exacerber la guerre sociale, tant il est clair pour nous que le positif ne pourra surgir que du négatif – et pas l'inverse. Et c'est d'ailleurs là que vient se glisser la fameuse question de la projectualité, qu'on a beau chasser par la fenêtre et qui s'invite chaque fois en revenant frapper la porte, y compris lorsqu'on s'y attend le moins. Il s'agit de celle que l'on se donne, avec ses propres temporalités, et tout ce qu'on met en œuvre pour la mener à bien, en terme d'analyses, d'étude et de moyens, mais aussi d'efforts et d'énergie. Bien sûr, il n'est pas

nécessaire d'avoir ces préoccupations en tête lorsqu'on franchit le seuil de l'agir – et de fait, beaucoup s'en passent sans souci, que ce soit par goût de la spontanéité ou désir ardent de simplement porter des coups à la domination en se réappropriant pour un instant le sentiment d'être vivants. Pourtant, au-delà de ce genre de pratiques qui ont tout leur sens, que ce soit à travers la multiplicité des antagonismes quotidiens ou lorsqu'elles sont un peu plus projetées d'avance, on finit régulièrement par se heurter, dans l'obscurité de sa propre conscience ou lors de discussions entre proches, à ce même gouffre d'interrogations : pourquoi s'en prendre à ceci plutôt qu'à cela, alors qu'il y a tant à faire et que la domination n'est pas découplable en petites tranches ? ; peut-on faire *mieux* qu'égratigner d'une fois sur l'autre l'océan de l'oppression ? ; comment imaginer des interventions destructrices qui nous satisfassent pleinement tout en dépassant un peu, afin de dialoguer au sein du négatif avec d'autres complices encore inconnus (ce qui ouvre encore de nouvelles questions, par exemple sur la communication et la reproductibilité comme critères – ou pas, évidemment) ?

Des câbles à foison ?

En prenant pour illustration les attaques contre les antennes-relais ou la fibre optique qui se sont multipliées ces dernières années, on pourrait commencer par tirer quelques constats, en sachant bien sûr que toute source en la matière est forcément limitée, à la fois par les études possibles et par la communication de l'ennemi (qui sous-estime leur occurrence, et tait souvent leurs conséquences réelles, des fois que cela encouragerait quelqu'un).

Tout d'abord, il me semble qu'elles se sont déroulées par vagues. Jusqu'au mouvement des gilets jaunes de fin 2018, il s'agissait généralement d'attaques ponctuelles, qui faisaient l'objet de communiqués vengeurs

comme à l'été 2017 en Drôme, en Ardèche ou dans le Puy-de-Dôme, et/ou saisisaient l'occasion de nuire à certains rapports sociaux particuliers, comme à Meilleray au soir du 31 décembre 2014, comme dans le Morbihan en 2017 quinze minutes avant le début du débat présidentiel, ou en 2018 à Saint-Rémy-lès-Chevreuse juste avant les quarts de finale du Mondial de foot, à Saint-Jean-du-Gard le 14 juillet ou à Villeparisis le 11 novembre. Dans d'autres pays européens, comme en Allemagne, en Belgique ou en Italie, des antennes-relais ou de télévision prenaient également feu de façon ponctuelle, parfois solidairement avec des compagnons incarcérés. Enfin, du côté des sabotages de fibre optique, il en sortait peu souvent, mais leur potentiel était déjà pour le moins impressionnant et inspirant.

Puis se sont invitées deux nouvelles vagues de sabotages de ces infrastructures, la première qui a débuté fin 2018 *pendant* le mouvement des gilets jaunes en s'intensifiant les mois suivants, avec notamment quelques arrestations et condamnations mais aussi de beaux petits *clusters* de plusieurs attaques consécutives dans un même coin, et la toute dernière pendant et un peu après les 55 jours du confinement. Si toutes deux ont concerné plus d'une cinquantaine d'antennes chacune – l'une sur huit mois et l'autre sur deux mois à peine, soit près de une par jour ! –, ce fut dans une diversité autant géographique, de sites (métropoles et villages, montagnes et zones industrielles) qu'à travers la partie visée (appareils extérieurs, local attenant, câbles le long du pylône) ou le mode employé (du pneu à la pince en passant par des bouteilles de combustible), qui permet au moins quelques observations.

D'une part, le mouvement d'attaque contre les antennes-relais est devenu diffus à travers tout le territoire, mais il l'est également devenu en terme de motivations, ce dont témoignent les mots filtrés des quelques personnes arrêtées (contre la surveillance policière, contre les multinationales, contre

la technologie, pour préserver environnement et santé,...) ou ceux des communautés existants. Si on rajoute à cela les lieux où se sont produits des sabotages de fibre, leur diversité peut aussi nous dire quelque chose sur la perturbation visée : entrepôts *Amazon*, zone industrielle ou artisanale, tunnel d'autoroute, centre-ville commerçant, quartier administratif excentré, gros nœuds internationaux reliant des *data centers*...

Quant aux conséquences techniques, elles ont en réalité également été variées : certaines antennes plus petites et isolées desservant plusieurs villages ont pu mettre un mois avant d'être remises en fonction parce que le feu avait trop fragilisé la structure de leur pylône, quand d'autres plus conséquentes au sommet d'une montagne ont mis une dizaine de jours avant de repartir. C'est par exemple le cas d'une des premières incendiées pendant le confinement, celle de Salins-les-Bains (Jura), dont les deux récents condamnés à trois et quatre ans de prison pour celle située non loin à Foncine-le-Haut ont déclaré que sa destruction les avait inspirés. Tout d'abord parce qu'il a fallu trimbaler jusqu'au sommet une nacelle spéciale de 50 mètres de déport afin de pouvoir raccrocher huit nouveaux gros câbles coaxiaux qui avaient brûlé sur plusieurs dizaines de mètres de hauteur, et ensuite parce que cette région-là ne disposait plus de stock suffisants (trop d'incendies précédents ?) et que ces câbles ont dû lui être fournis par ses voisines. N'est-ce pas là un bon exemple de possible effet boule de neige d'une région sur l'autre lorsque les câbles coaxiaux d'un certain calibre (plus que les appareils extérieurs ou ceux du local technique, finalement trop standards et reconnectables sans grande technicité) partent en fumée en entier, de bas en haut ?

A l'inverse, il est vrai aussi que dans le cas de beaux sabotages, comme celui coordonné sur la métropole grenobloise en mai dernier ou celui singulier de Livry-Gargan

en 2019 le jour de l'ouverture du salon Milipol (un local technique incendié couvrant quarante autres antennes du nord est de la Seine-Saint-Denis), ils ont donné le maximum pour reconnecter (réparer serait un grand mot) le tout en 48h avec un peu de bricolage. Un gros sabotage isolé et concentré leur permettrait-il donc de rétablir la connexion plus rapidement que sur plusieurs sabotages dispersés et réguliers, parce qu'eux aussi pourraient à leur tour concentrer leurs moyens limités ? Enfin, dernier aspect technique, on pourrait également s'intéresser à la question de savoir dans quelle mesure une antenne pourrait prendre le relais d'une autre mise HS, en augmentant sa propre puissance, mais cela ne paraît pas automatique au vu de la centaine déjà sabotée depuis deux ans, puisque cela semble dépendre non seulement de sa place dans la chaîne de transmission (du gros émetteur au petit relais local, même si tout cela est en réseau, il reste des nœuds), mais aussi du relief ou de la concentration des plus importantes d'entre elles (et si on parle des relais de télévision TDF, cela est encore plus évident).

Mais au fond, au-delà des observations et des expériences réalisables par tout un chacun, à quoi peuvent bien mener ce genre de considérations, sinon à envisager l'attaque de ces infrastructures sous un prisme essentiellement technique, là où elle relève d'après nous de toute autre chose ?

Une question qualitative

Lorsqu'un individu, un groupe d'individus ou plusieurs groupes coordonnés décident de passer à l'action, plusieurs questions – en plus des pourquoi, des moyens et des modes d'auto-organisation, ce qui n'est déjà pas rien – s'ouvrent immédiatement à eux, qui toutes concernent non seulement les objectifs mais également les critères à déterminer. Pour rester dans le même

domaine que précédemment, il est par exemple possible de rechercher différents types de relais spécifiques (de la police, de l'OTAN, de la télévision, de la 5G, de telle ou telle compagnie) ou pas ; de s'orienter vers une multiplicité de cibles plus accessibles et diffuses comme de se concentrer vers une seule cible conséquente (site comportant plusieurs antennes ou implantation d'une seule plus importante) ; tout comme il est possible en changeant un peu de regard de se diriger plutôt vers des câbles et nœuds de raccordement de la fibre optique, vers des centraux téléphoniques ou vers certains transformateurs et lignes électriques, qui tous peuvent également couper en partie internet et les communications mobiles sur des zones plus ou moins vastes.

De la même façon, s'il est certes possible d'établir des critères quantitatifs personnels –toucher un maximum de personnes, créer une perturbation qui dure le plus longtemps possible–, il reste que ces derniers peuvent aussi être considérablement élargis à d'autres dimensions, où ce qui compte sera par exemple bien plus d'accomplir le sabotage à un moment ou une période donnée malgré les difficultés (le confinement, telle date liée à un événement de la domination ou à un rapport solidaire, telle restructuration de la domination ou lutte spécifique qu'on souhaite freiner ou appuyer), ou ce pourra être à l'inverse plus lié à une antenne spécifique ciblée pour ce qu'elle va couper (telle zone industrielle, port, usine d'armement, start up, laboratoire, administration). Ou encore, cela peut simplement être de participer joyeusement à un élan destructif en cours qu'on avait pas prévu mais qui enthousiasme (et dans ce cas comme dans d'autres, l'aspect simple et diffus peut également devenir un critère). Et ainsi de suite.

Dans tous les cas, il me semble qu'il ne peut exister aucune sorte d'« efficacité » possible en matière de sabotages, au vu

d'une part de leur caractère toujours partiel face à l'œuvre immense de démolition qui reste toujours à accomplir, et d'autre part parce qu'il s'agit toujours d'un rapport entre soi et le monde, d'un rapport social qui ne se dissout ni ne se résume à une question technique. Quitte pourtant à établir soi-même des critères pour chacun de ses actes, à la place d'un rapport extérieur quantifié ou objectivé –qui tous deux reproduisent une logique de la mesure plongeant ses racines dans le monde de l'autorité–, ne pourrait-on pas tout simplement se dire qu'un sabotage est réussi (ou « efficace ») lorsqu'on a accompli ce qu'on avait projeté de faire en s'en donnant les moyens ? Que c'est avant tout une question de singularité, que c'est un moment où on peut toucher à l'agir, à cette dimension fugace de la qualité où on a enfin prise sur sa propre vie et sur les étoiles ? Une centaine d'antennes détruites en deux ans ne valent certes rien face à l'objectivité des 29 900 intouchées, mais chacune d'entre elles a non seulement dit beaucoup à celles et ceux qui ont palpé cette dimension-là, mais aussi à tous ceux qui ont été momentanément coupés, sans même parler de ceux dont les rapports d'aliénation et de dépossession ont été entaillés par ces destructions (*qu'est-ce que cela a pu dire ?* est une autre question encore qui serait à approfondir ailleurs qu'ici).

A l'heure où cette dernière vague non-confinée semble terminée, même si des sabotages épars continuent de se produire depuis et que l'arrivée contestée de la 5G en promet bien d'autres, j'aimerais simplement terminer sur deux nouvelles questions : et si les caractères coordonné et diffus de ces attaques ne s'opposaient pas, mais que ces aspects se complétaient au sein d'un maelström en ordre aussi bien dispersé qu'incontrôlable ? Et si les stocks de câbles venaient eux-mêmes à brûler ?



| Revues, livres & journaux |

Miguel Amorós, **Hommage à la révolution espagnole. Les Amis de Durruti dans la guerre civile (1936-1939**, ed. de la Roue (Villasavary), septembre 2019, 368 p.

Espagne 1936. Espoir déçu pour les uns, échec de la méthode anarchiste pour les autres. Un vaste mouvement ouvrier, forgé dans le feu de multiples batailles et d'insurrections réprimées ; la plus grande organisation anarcho-syndicaliste que le monde ait jamais connu ; une présence constante et déterminée de groupes affinitaires anarchistes agissant armes au poing ; une quasi-absence du Parti Communiste, ce grand fossoyeur de l'histoire. Et pourtant, l'épopée de l'Espagne révolutionnaire a été courte, en fin de compte. Moins de six mois après l'insurrection contre le coup d'État militaire, la guerre dévorait déjà la révolution, parce que *les révolutionnaires avaient abandonné la révolution au profit de la guerre*. C'est ce paradigme qui semble constituer la clé de voûte pour comprendre la tragédie espagnole. Une fois de plus, Amorós, après avoir notamment publié un livre autour de la figure de José Pellicer (*El anarquista integro*, 2009), ainsi qu'un autre autour de Durruti (*Durruti dans le labyrinthe*, traduit chez l'EdN en 2007), part à la recherche de celles et ceux qui s'opposèrent, au sein du mouvement révolutionnaire, à la direction de renonciation à la révolution prise par ses « responsables ».

Dans ce livre, il revient sur le groupe des *Amis de Durruti*, formé à Barcelone à la veille des événements de Mai 1937. Chapitre après chapitre, Amorós nous présente des faits plus amers les uns que les autres, sans rien cacher de la tristesse, de la



lâcheté et de l'ignominie de certains « *anarchistes responsables* ». Comment ces « *anarchistes responsables* » ont mené la révolution vers sa tombe. Comment ces « *braves compagnons* » sont allés au gouvernement. Comment ils ont cautionné la terrible répression, organisée par le gouvernement républicain et les staliniens, contre leurs propres compagnons (en 1938, il y avait *quinze mille* antifascistes, la plupart anarchistes, dans les prisons républicaines). Balias, un des protagonistes des *Amis de Durruti* et rédacteur de leur feuille « *El Amigo de Durruti* », rappelle à juste titre que si tout le monde est responsable de la déroute, *les uns le sont pourtant plus que les autres* : Federica Montseny, Garcia Oliver, Mariano Marquéz (« *Marianet* »), Diego Abad de Santillan (cette ordure qui, à l'instar de son collègue Arango, a failli tomber, pour ses calomnies et son dirigisme sous les balles d'un Severino Di Giovanni, était déjà de la même pâte en 1929 à l'autre bout du monde, à la tête d'une autre grande organisation anarcho-syndicaliste !), Germinal Esgleas,...

Jusqu'au jour d'aujourd'hui, la plupart d'entre eux trouvent encore chez des béats et des imbéciles une place dans le patrimoine des « grands anarchistes », en étant recyclés comme « *théoricien d'une économie anarchiste* » (Santillan), « *partisane de la libération féminine au sein des Mujeres Libres* » (Montseny), « *homme d'action implacable* » (Garcia Oliver), « *grand responsable* » (Marianet), « *anarchiste constant* » (Esgleas) etc. etc. Et contrairement à ce

que la plupart des livres de compagnons célébrant la grande épopée de la Révolution Espagnole et de la CNT-FAI nous ont toujours appris, les bassesses, la lâcheté, le dirigisme, la manipulation, la trahison, le mensonge et la soif de pouvoir, ne furent pas le privilège exclusif des méchants staliniens, mais sévirent aussi bien parmi les anarchistes, « responsables » ou pas.

Pour les anarchistes, c'est là le véritable drame : comment se fait-il qu'au moment où tout dit que *tout est possible*, des compagnons (et pas juste quelques arrivistes) font tout pour fermer ce possible, pour fermer le passage vers l'affirmation de la révolution ? Scrupules moraux, diront les uns – mais ils n'avaient pourtant pas de scrupules à cautionner la répression et la militarisation. Faiblesse de caractère, diront les autres – mais presque tous avaient courageusement affronté la prison, l'exil et la mort de leurs proches. Selon *Les Amis de Durruti*, il y avait peut-être de tout cela (et c'est tout leur mérite que de l'avoir dit dès 1937, quand tant d'autres ne faisaient qu'exécuter en silence les ordres venus des « comités responsables » de la CNT-FAI), mais il y avait à notre avis surtout *le problème du pouvoir*.

Que faire une fois que la voie est libre ? Que faire lorsque la police, l'armée, la bourgeoisie et ses mercenaires sont mis en déroute ou se cachent ? Ce fut le cas en juillet 1936. Et pendant que les comités de défense de la CNT, les groupes affinitaires de la FAI et d'autres procédaient à l'expropriation et à l'élimination des répresses, des fascistes et des exploités, les hauts responsables de la plus grande organisation ouvrière d'Espagne, la véritable âme du mouvement insurrectionnel qui avait combattu le soulèvement de l'armée, ... invitaient les responsables de la gauche réformiste, les socialistes et les communistes à former ensemble un conseil des milices antifascistes, puis, tant qu'à faire, un nou-

veau gouvernement. « *C'est autour de nos tergiversations, de notre retard dans l'action, que s'est produit la croissance du Front populaire avec la formation incompréhensible et hétérogène qui nous a conduits à la déroute. Ils disaient, les petits-bourgeois, les socialistes et les communistes, qu'en juillet nous étions tous dans la rue et que, par conséquent, il fallait rester unis. Ceci est faux* » précisèrent à juste titre *Les Amis de Durruti* après la victoire de Franco.

Que faire ? Les journées de mai 1937 furent le dernier sursaut, la dernière possibilité vers une percée révolutionnaire. Barcelone se couvrit de barricades, des fusillades opposèrent les anarchistes et les militants du petit parti marxiste POUM aux forces de l'ordre républicaines et aux staliniens. Il ne manquait plus grand chose, juste un dernier petit coup d'épaule, pour écraser définitivement les communistes et le gouvernement catalan. Et qui sonna la retraite, et qui sonna l'abandon des hostilités et proclama le cessez-le-feu ? Les « *anarchistes responsables* », Oliver et Montseny en tête. Ils sauvèrent les staliniens et le gouvernement, en liquidant la dernière possibilité d'une révolution. La *militancia* était désorientée, criait à la trahison, mais en vain. Déjà la réaction avait repris courage et sortait pour réprimer ici ou là, démantelant les collectifs libertaires, kidnappant, enfermant et exécutant anarchistes et révolutionnaires récalcitrants. La victoire politique des staliniens fut totale : aliéner les organes responsables de la CNT-FAI de leur base, les persuader de sévir contre les « incontrôlés » et de discipliner tout le reste. Ce que nos « *anarchistes responsables* » mirent en œuvre sans faillir.

Que faire alors ? Pour *Les Amis de Durruti*, il fallait imposer une « *junte révolutionnaire* », composée uniquement d'anarchistes de la CNT-FAI, collectiviser l'ensemble de l'économie industrielle et agricole, et miser sur les milices pour défaire l'armée fasciste. Le livre d'Amorós

permet, grâce à une abondante documentation, de se faire une idée du parcours de ce groupement et de l'évolution de leurs idées et propositions, développées dans le feu de l'action. Il est peut-être un peu malheureux que les autres voix critiques, qui existent pourtant, notamment à l'extérieur de l'Espagne, ne figurent que marginalement dans le livre ; ce qui a presque la fâcheuse conséquence de faire croire une fois de plus que « *le problème espagnol, c'est le problème des Espagnols* », ce qui n'est évidemment pas vrai et je me doute bien qu'Amorós serait plutôt d'accord avec moi là-dessus. Ce qui est sûr, c'est qu'en restant attaché à la tradition anarcho-sindicaliste, on risque de ne toujours pas réussir à avancer, à la fois dans l'analyse de ce qui s'est passé en Espagne, et dans ce qui pourrait se passer aujourd'hui au sein d'un autre processus révolutionnaire. Contrairement à ce que prétend toute une série de « nouveautés » introduites insidieusement dans le mouvement anarchiste (comme les livres d'Augustín Guillamón – et d'ailleurs, même Amorós glisse parfois dans ce confusionnisme intéressé qui semble séduire pas mal d'anarchistes en quête d'un peu de « réel »), la question n'est pas de savoir quelle forme devrait prendre un pouvoir révolutionnaire, ni de jouer avec les mots en posant pour synonyme de la destruction du capital et de l'État le fait « *d'imposer le pouvoir prolétarien* », mais elle est plutôt comment *démolir* toute autorité, comment laisser libre cours au processus révolutionnaire, au-delà et contre tout « *comité* », « *junte* », « *gouvernement* » et même « *organisation* ».

La grande tâche des anarchistes, c'est d'éliminer et de détruire tous les obstacles qu'ils sont capables d'identifier. Une tâche peut-être ingrate, et sans doute n'est-il pas possible de l'envisager sans être prêts à « se salir les mains » comme on dit, mais la grande œuvre de destruction et d'éli-

mination de toutes les forces autoritaires (en acte ou en puissance !) est bien ce qui a manqué à maintes révolutions, y compris celle espagnole. Le pouvoir est ce qu'il s'agit d'attaquer, partout, tout le temps, y compris, voire plus encore, lorsqu'il se farde d'habits révolutionnaires. Et bonne nuit aux réalisateurs et aux éducationnistes, aux fantasmes d'une révolution tranquille où il n'y a pas de sang versé, aux libertaires tentés par l'ivresse du commandement, aux douces âmes rêvant de réconciliations et d'alliances.



Pierre Peuchmaurd, **Plus vivants que jamais**, ed. Libertalia (Paris), février 2018, 128 p.

Voilà un petit livre passé trop inaperçu côté anarchiste, qui a pourtant le mérite de nous plonger dans une période si souvent galvaudée, le mai 68 parisien, mais cette fois sans altération, puisqu'il s'agit du journal d'un étudiant de vingt ans paru dès novembre de la même année, et reproduit à l'identique cinquante ans plus tard. Et pour une fois que *Libertalia* n'édite pas un chef trotskiste ou un universitaire de gôche en activité, mais le récit posthume (Peuchmaurd est décédé en 2009) d'un futur surréaliste qui fréquenta dans sa jeunesse le mouvement libertaire du 22 mars, on ne va pas le leur reprocher.

Bien sûr, en étant rédigé sur le vif, ce journal a tous les défauts de son époque (comme les illusions ouvriéristes, ou le mythe d'une possible organisation révolutionnaire « *mais sans parti ni appareil* »). Mais en même temps, il nous laisse aussi entrevoir tous ses éclairs et tous ses possibles, d'autant plus que notre étudiant de banlieue (qui ne fréquentait plus l'université et rata du coup les trois premières journées de barricades) avait déjà une saine défiance envers toutes les sectes gauchistes

qui pullulaient alors, et dont les rejetons institutionnalisés réécrivirent vite cette histoire à leur propre sauce.

Une des premières choses, anecdotique si on veut, qui nous a frappé au-delà de la langue poétique du jeune Peuchmaurd, est l'identification de l'ennemi sous d'autres visages que les uniformes, à un moment même où ces derniers tabassaient, mutilaient et violaient chaque soir au quartier latin. Il est ainsi question dès la première page des *« journaux-flics »* (3-5 mai), de la différence entre la police et les intérêts qu'elle protège, *« mais il y a encore autre chose dans cette assurance qui est la nôtre. Quelque chose comme la négation du flic, de tout temps, en tous lieux, ce flic qui n'est que l'ombre armée des ombres que nous combattons »* (8 mai), de l'*Humanité* *« le canard de poulets »* (13 mai), de *« cette volonté forcenée qu'ont toutes ces ordures cégéto-xcommunistes » de vouloir tout canaliser, court-circuiter »* (id), des slogans annotés comme *« la plus belle sculpture c'est le pavé de grès, le lourd pavé cubique, c'est le pavé qu'on jette sur la gueule des flics – on ne revendiquera rien, on ne demandera rien, on prendra, on occupera »* (14 mai), ou des séquestrations de patrons : *« après Nantes, Cléon. Même scénario. Là aussi le directeur est invité à contempler longuement les murs de son bureau. Histoire, peut-être, de lui faire comprendre ce que c'est que l'usine-prison »* (16 mai).

Enfin, puisqu'on n'en finirait pas d'extraire de telles citations plaisantes, il y a une réflexion cruciale que note avec une lucidité peu courante Peuchmaurd en date du 25 mai, sur une question qui n'a cessé de revenir lors de soulèvements ou de simples mouvements sociaux conflictuels (pensons par exemple aux occupations de places ou d'universités, mais aussi aux luttes dites de sites comme Notre-Dames-Landes) : à un moment, plutôt que de continuer de s'acharner à défendre coûte

que coûte un bastion jusqu'à l'écrasement ou l'intégration (ici le quartier latin), il faut être capable de l'abandonner assez tôt pour partir à l'assaut de la ville à l'aide de petits groupes mobiles, brisant toute velléité de concentration défensive. En ordre dispersé, comme diraient certains

C'est sur cette réflexion tirée de chaudes nuits où se mêlait l'expérience pratique des groupes de blousons noirs ou de jeunes ouvriers mêlés aux étudiants, et dont la portée est encore brûlante aujourd'hui, qu'il vaut la peine de s'attarder pour conclure, puisqu'elle ouvre à son tour toute une autre série de questions éminemment pratiques que certains compagnons ne manqueront pas de saisir : *« Alors pourquoi est-ce une défaite ? Parce que nous n'avons pas pris Paris ? Tout bêtement, oui. Paris, ce soir, était à prendre. Et nous ne l'avons pas fait. Paris était à prendre, dans les ministères on faisait ses valises, le pouvoir n'avait plus que ses flics, il en aurait fallu davantage pour nous arrêter. Nos erreurs, cette nuit-là, furent politiques. Nous étions là, tous, pour faire une aube socialiste. C'est raté, joyeusement raté. Là est peut-être le vrai tournant de mai. Erreurs tactiques que celles qui nous ont paralysés avant de nous conduire au massacre. Mais issues d'erreurs politiques : celle, surtout, de retourner au Quartier, de nous y regrouper comme des cons, comme des phalènes. Il fallait nous morceler, investir la ville. C'était possible, bon Dieu, c'était possible. Mais voilà, il paraît que le Quartier est notre « base rouge ».* Rouge sang, oui.

L'autre erreur est de ne pas avoir su nous libérer à temps du mythe de la barricade. Une barricade ne tient pas devant les grenades, Gay-Lussac aurait dû nous l'apprendre. Il fallait, dès cette nuit, généraliser la guérilla, multiplier les offensives et, très tôt, nous n'avons plus mené qu'un combat défensif.»



André Prudhommeaux, **Un anarchisme hors norme**, ed. Tumult (Bruxelles), février 2020, 422 p.

Ce n'est pas peu dire que cette anthologie d'articles de Prudhommeaux rédigés pour des publications variées entre 1933 et 1958 manquaient à l'inventaire ! Comme souvent après ce genre de redécouvertes de compagnons d'action ou encore d'agitateurs jusque-là ensevelis sous la poussière du temps, surgit une petite interrogation : pourquoi ? Pourquoi un anarchiste qui s'occupa de publications importantes (en compagnie de Voline pour certaines), comme *Terre Libre*, *l'Espagne antifasciste* puis *l'Espagne nouvelle* et exerça notamment d'importantes responsabilités pour et dans certaines organisations (de la CNT-FAI espagnole ou à la Fédération anarchiste d'après-guerre), tout en écrivant abondamment, est-il passé à la trappe de l'histoire ?

Est-ce à cause de son caractère abrupt, mais ce ne serait pourtant pas le premier ? Est-ce à cause de sa position de *transfuge* parfaitement assumée –et avec ce mot-là– du marxisme (stalinien, puis bordiguiste) vers l'anarchisme, ce qui ne l'a peut-être pas aidé de façon posthume au cours de longues décennies marquées par une hégémonie culturelle rouge de bon aloi sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire francophone ? Il est d'ailleurs notable que des années 30 du siècle passé jusqu'en 2012, les deux seuls livres disponibles de Prudhommeaux aient été le fait d'un petit éditeur conseilleriste, ce qui n'a pas dû non plus aider du côté des compagnons intransigeants ! Enfin, peut-être est-ce dû tout simplement au fait qu'il ait mal vieilli, finissant sur des positions plus libérales qu'anarchistes et plus non-violentes qu'insurrectionnelles avant de mourir paradoxalement en 1968 ?

Jusque-là, me direz-vous, nulle raison de le redécouvrir, n'est-ce pas ? Et pourtant, c'est justement pour tout cela qu'il faut dévorer cette petite somme parue chez *Tumult*. Ou plutôt, c'est justement pour tout le reste, pour tous les combats inlassablement menés par Prudhommeaux pendant les quarante années couvertes par ce recueil : pour son implacable critique du marxisme distillée tout au long de ses textes et qui le conduiront sur des positions individualistes desquelles il ne variera pas, pour sa critique de la science et des savants qui s'inscrit dans un fil tout bakouninien et sur laquelle il revient à plusieurs reprises, pour sa dénonciation constante du nationalisme qui parsème ces articles et pas uniquement à propos de la question coloniale, pour sa défense acharnée de l'incendiaire du Reichstag Marinus Van der Lubbe y compris face à la plupart du mouvement libertaire, pour sa défense acharnée de la révolution espagnole y compris contre les anarchistes de gouvernement et leurs soutiens, pour sa critique de l'Etat poussée jusqu'à celle de la politique, et pour sa plume alerte et son regard critique sur tout ce qui l'entourait (de la bombe atomique à l'esperanto, des chemins-de-fer à l'apparition de la technocratie), enfin, qui font de Prudhommeaux non seulement un compagnon libre d'esprit mais qui fut également d'une clarté impressionnante dans le propos.

À présent, me direz-vous, il y a toutes les bonnes raisons du monde pour le redécouvrir, n'est-ce pas ? Pourtant, tout n'est pas aussi simple qu'une facile énumération de ses prises de position, parce que Prudhommeaux était plus précis que cela dans ses critiques, la plupart du temps formulées sous forme d'articles de court ou moyen format rédigés dans le feu de l'agitation du moment. Si certains lecteurs, pétris d'éclectisme ou férus d'histoire pourraient aisément se balader d'un pas léger au fil

des pages d'un auteur rendu enfin disponible, ce qui nous semble le plus important reste l'ensemble des pans de réflexion critique qu'elles viennent alimenter par des prises de position certes en contexte, mais ne sont pas forcément closes. Critiquer la barbarie nazie est par exemple une évidence en mai 1945, ajouter qu'elle « *commence à un* » sans qu'il y ait besoin que les cadavres s'accumulent en est une autre, et affirmer en sus que « *la guerre n'a fait que permettre l'extension et l'industrialisation d'un système qui avait déjà fait ses preuves alors que Hitler et les siens n'étaient pas encore partis à la conquête du monde* » ouvre encore d'autres questions. Critiquer la dictature quelle qu'elle soit en novembre 1937 est une chose, ajouter qu' « *aucun esprit clérical, même marxiste, aucun militaire même rouge écarlate, aucun capitaliste d'État ne pourrait émanciper la large masse, même s'il le voulait* » en est déjà une autre, et conclure que « *la condition de cet épanouissement, c'est la Révolution conçue non pas comme prise de pouvoir, mais comme destruction définitive des bases du pouvoir* » ouvre encore d'autres questions. Critiquer la politique en soi comme art de gouverner en juin 1949 est une chose, ajouter que « *le pouvoir politique est essentiellement religieux dans son essence et militaire dans sa forme* » en est une autre, et en tirer que « *toute loi n'est qu'une entreprise de dressage, qui ne comporte en elle-même aucune possibilité d'éducation. Le progrès humain véritable se fait par voie extra-légale, c'est-dire non-politique, anti-politique* » ouvre encore d'autres questions.

Finalement, à la lumière de ce genre de développements, mais aussi de son individualisme révolutionnaire ou de son opposition parfois sans concession au reste du mouvement anarchiste auquel il pouvait aussi reprocher son ouvriérolâtrie, on comprend pourquoi ce poil à gratter a pu disparaître des radars... et pourquoi il est aussi urgent pour nous de le retrouver. ■

Andreas Malm, **Comment saboter un pipeline**, ed. La fabrique (Paris), juin 2020, 216 p.

Inutile de répéter dans ces pages que *La fabrique* est l'éditeur à la fois de la crème des auteurs autoritaires classiques et contemporains (de Lénine et Mao au *Comité invisible*), mais aussi d'une tripotée de faux-critiques universitaires post-modernes ou démocrates-radicaux, et qu'on sait donc à quoi s'attendre quand on ouvre un de ses livres.

Cette fois il faut bien l'avouer, en indécrottables anarchistes que nous sommes, c'est d'abord le titre de l'ouvrage qui nous a intrigué (et brisons d'emblée le suspens, c'est une arnaque publicitaire, nulle recette savoureuse à l'intérieur) puis tout ce que représente le pontife suédois pour le jeune milieu anti-climat qui nous a poussé à continuer de le lire. Andreas Malm présente en effet la particularité de tenter d'effacer dans cet ouvrage la position de pouvoir d'où il parle (maître de conférence à l'université de Lund), pour s'adresser d'égal à égal aux militants d'*Extinction Rebellion*, aux lycéens des *Vendredis pour le climat* dans le sillage de Greta Thunberg ou aux contre-manifestants des différentes COP, fort de ses expériences au sein d'un « *groupe affinitaire d'action* » ou de son activisme lors de différents Camps Climat européens (comme *Ende Gelände* en Allemagne).

Dans la première partie, Malm procède d'une rhétorique aussi simple qu'efficace : il nous démontre d'un côté l'urgence d'affronter le réchauffement climatique principalement lié au capital fossile, et d'un autre l'absurdité de rester sur des principes de non-violence face à cette urgence. L'heure est grave, et rien ne montre (Malm aime les chiffres) que les capitalistes aient la

moindre volonté d'abandonner les énergies pétrolières ou de schiste. De façon classique, il va alors démonter quelques mythes dont regorgent les bréviaires des théoriciens de la non-violence (notamment ceux d'*Extinction Rebellion*), à propos de Gandhi, des suffragettes anglaises, de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud ou de celle contre l'esclavage et pour les droits civiques aux Etats-Unis. Pour expliquer leur succès historique, soit ces mouvements de lutte avaient en effet eux-mêmes directement recours à des méthodes violentes (notamment des atteintes aux biens et à la propriété privée, Malm semble plus pudique sur les homicides), soit ils avaient « *un flanc radical qui [les faisaient] apparaître comme le moindre mal aux yeux du pouvoir d'Etat.* »

Ensuite, comme $1+1=3$, l'universitaire va déployer quelques exemples de sabotages contre l'industrie pétrolière et les pipelines en particulier dans les pays du Sud, de celui colombien si fréquemment percé qu'il était surnommé « *la flûte* », aux sabotages palestiniens de 36-39 ou du FPLP en mai 69, en passant par le MEND du Nigéria ou l'Egypte pendant le soulèvement contre Moubarak. Pas regardant sur les comment ni les pourquoi des guérillas (notamment marxistes), il nous fournira encore quelques exemples, des naxalites en Inde contre le charbon ou des houtis du Yémen contre le pétrole à l'aide de drones. Le tableau sera complet quand, après une petite vantardise totalement décalée où Malm s'étale sur comment au sein de groupes d'action suédois ils ont... dégonflé (pas crevé ni incendié, c'est fondamental à ses yeux) les pneus de plus de 1500 SUV, il nous expose comment deux membres des *Catholic Workers* ont procédé à plusieurs sabotages dans l'Iowa contre la construction du pipeline Dakota en 2017.

En résumé : face au capitalisme fossile qui détruit la planète on ne peut plus attendre, il est temps de passer à l'action di-

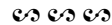
recte. D'ailleurs la non-violence théorisée dans le mouvement climat repose surtout sur des mythes historiques, et cette pratique est possible puisque cela est expérimenté dans des pays du Sud depuis plusieurs décennies. Bon ben, allons-y alors ! Sauf que Stooooop ! Malm se met très vite à freiner des quatre fers, totalement effrayé par sa petite démonstration, et professe aussitôt une somme de «si» et de «mais» pour priver ces actes de toute dimension individuelle ou révolutionnaire. Sachez en effet que la campagne de sabotages qu'il propose «*contre les biens émetteurs de CO2*» n'est finalement qu'une sorte de lobbying radical pour «*contraindre les Etats à proclamer la prohibition et à commencer à réformer le matériel existant*» parce que «*ce sont les Etats qui imposeront la transition, ou bien personne*» (pp. 86-87) ; mais aussi que «*les destructions de biens peuvent être réalisées sans une colonne de fumée. C'est d'ailleurs préférable*» (p99) ; que «*la mobilisation de masse non violente devrait (chaque fois qu'elle est possible) être le premier recours, l'action militante plus combative, l'ultime*» (p.144) ; que «*les actions doivent être menées uniquement si le plan, l'objectif et l'exécution peuvent être expliqués et recueillir des soutiens, dans un rapport étroit avec le niveau de sensibilité existant*» (p.150) ; que les «*praticiens de l'action directe*» peuvent «*se lancer dans un campagne de destruction de biens à condition d'être prêts à l'infléchir ou à l'interrompre s'il devient évident qu'elle doit entraîner trop de représailles, de diffamation ou d'embarras pour le mouvement*» (p.153), et ainsi de suite.

Et attention, tout cela ne concerne que les énergies fossiles, pas les énergies tout court ni le capitalisme, urgence oblige : cela conduit par exemple Malm à être un chaud partisan de toutes les alternatives institutionnelles pour que tout change sans que rien ne change, comme le foisonnement d'éoliennes industrielles et son dévastateur extractivisme de terres rares.

Et nous voilà donc à la fin, où après avoir pris tant de précautions pour esquiser des bribes possibles d'action directe, il lui faut lancer une ultime mise en garde dans son dernier chapitre, afin de pourfendre directement plusieurs pratiques existantes qui ne mèneraient qu'au gouffre. Quelle «*extraordinaire aberration de bloquer un métro... les transports publics font partie de la solution. Que des militants [londoniens] pour le climat aient pu avoir l'idée de les bloquer défie l'entendement*» (p.159), n'est-ce pas ? ; de même, il faut absolument «*renoncer à harceler ou intimider des gens*» (p.139, et coucou à l'ALF, au mouvement anti-vivisection ou aux pourrisseurs d'architectes qui bâtissent des prisons) : quant aux pas moins de 27.100 éco-sabotages qui ont été signés ALF, ELF ou EF! entre 1973 et 2010, ils ont évidemment «*eu très peu d'effets immédiats et avec le recul, leur bilan apparaît parfaitement nul*» (p.176). Et figurez vous enfin, comble du comble, qu'il existe même des écologistes radicaux «*élitistes* » et peu soucieux de la lutte de classe qui osent proposer la «*destruction immédiate de toutes les antennes-relais de téléphonie mobile dans le monde* » (p.177) !

Arrivé à ce point, tu refermes le bouquin, tu lis distraitemment une des interviews promotionnelles publiée sur un site marxiste lors de sa sortie, où Andreas Malm défend que «*Total doit maintenant être nationalisée et contrainte de fermer chacun de ses puits de pétrole et de gaz aujourd'hui même, sans délai* ». Puis tu ris jaune en découvrant son intervention dans un colloque universitaire où après avoir glosé sur le rapport de Lénine à la nature et à la prise de pouvoir, il défend sérieusement de «*devenir à nouveau bolcheviks* » (colloque *Penser l'émancipation*, Saint-Denis, 2017)... Las, tu te dis maintenant que non seulement cet universitaire incarne parfaitement les faux critiques de l'existant

qui tentent de neutraliser d'avance tout potentiel subversif des actes de sabotages, mais aussi qu'il en mériterait bien un petit.



Alfredo M. Bonanno, **A main armée**, ed. Tumult (Bruxelles), avril 2020, 180 p.

Rassemblant des articles partant de figures de l'histoire anarchiste (Alexandre Berkman, Marius Jacob, Clément Duval, Nestor Makhno, Errico Malatesta...) et qui furent souvent des préfaces ou des introductions à leurs textes ou biographies, ce livre traduit de l'italien cherche à poser le problème de l'action à main armée.

Bonanno y soulève par exemple la fracture morale que toute action d'attaque, tout emploi de la violence engendre chez la compagne ou le compagnon : «*Quand nous allongeons la main, quand nous portons atteinte à la propriété d'autrui, nous devons assumer toutes les responsabilités, sans chercher des excuses dans les prétenues conditions de la situation collective dans son ensemble. Nous ne pouvons donc pas renvoyer le jugement moral sur la nécessité d'attaquer et de frapper l'ennemi, à ce qu'en pensent les autres qui, tous ensemble, participent à déterminer la 'situation collective'.* »

Il n'y a, en fin de compte, aucune entité extérieure sur laquelle nous pouvons fonder notre emploi de la violence. Même lorsqu'elle se présente sous la forme d'un fantôme quelconque dont l'histoire est remplie (la cause du peuple, l'humanité,...), ce choix repose uniquement sur nous-mêmes, en tant qu'individus. Cet individu qui n'est bien sûr pas monolithique, traversé par mille contradictions, doutes et combats, ne peut faire appel à personne d'autre pour «*régler* » à sa place cette condition fragmentée. ce qui n'empêche pas qu'il puisse se soumettre ou se laisser enrégi-

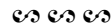
menter (y compris pour la plus belle cause du monde), devenant ainsi un instrument dirigé par d'autres individus.

En parlant d'instruments, ce livre n'hésite pas non plus à en parler clairement. « *Une arme est une prothèse qui augmente notre capacité active* », voilà tout. Si se servir d'une arme est facile et que n'importe quel imbécile peut le faire (dans la majorité des cas, il y a un imbécile derrière une arme), cela devient tout de suite plus compliqué lorsqu'il s'agit d'un anarchiste. Car agir à main armée n'est pas uniquement une question technique, mais aussi une question théorique. Il faut développer une certaine conscience, profonde et aiguisée, pour pouvoir réellement s'armer. La fascination pour l'objet métallique, l'obsession pour les flammes qui dansent, l'attrance pour la marmite, tout cela est malheureusement assez diffus dans le mouvement, contrairement à l'emploi entraîné et précis d'une arme, d'un engin incendiaire, de l'explosif, d'un emploi réfléchi et élaboré dans le cadre d'un projet révolutionnaire, individuel ou à plusieurs.

La fascination pour les armes engendre assez bizarrement deux mouvements en apparence distincts : d'un côté beaucoup de ceux qui la saisissent se pensent vite tout-puissants et dispensés de tout effort de réflexion sur leur agir, de tout effort théorique ou projectuel, voire au-dessus de toute critique ; et de l'autre, beaucoup de ceux qui reculent estiment vite que c'est quelque chose de réservé à un certain type de personnes, renonçant alors à toute appropriation critique des connaissances nécessaires à son emploi. Pourtant, ce qu'il importe de comprendre, c'est qu'*agir à main armée est avant tout une question de conscience*. La technique, les connaissances, l'emploi de prothèses (pas seulement les armes, d'ailleurs, d'un certain point de vue l'organisation en est égale-

ment une) ne peuvent jamais se substituer à cette question de la conscience. La fascination pour l'emploi technique d'un côté, ou le refus a priori de s'en servir, sont tous deux des façons pour fuir devant un problème primordial : analyser, connaître puis attaquer l'ennemi.

Frapper les structures de l'ennemi, exproprier, attaquer les responsables, sont des problèmes bien plus sérieux que ce qu'en refourgue en général la pauvre iconographie anarchiste avec ses autocollants, ses slogans, ses images et ses T-shirts. En même temps, c'est également quelque chose de bien plus joyeux que ce que pensent généralement ceux qui en parlent, mais ne s'y aventurent jamais. « *Quand on est convaincu de ce qu'on fait, tout devient extrêmement simple. Alors plus rien ne peut nous retenir. Une fois qu'on a réalisé l'unité de la théorie et de l'action, elle ne se rompt pas facilement. Au loin les bavardages, les calculs, l'attente.* » ■



Soleil noir, bulletin apériodique anarchiste n°1 (Caen), juillet 2020, 80 p.

Voilà un bel exemple de faux n°1 mais aussi de continuité remarquable, puisque *Soleil noir* avait déjà connu un premier numéro il y a plus de dix ans, en septembre 2009, juste après le mouvement social contre une réforme universitaire (la loi LRU), si quelqu'un s'en souvient encore. Pour peut-être combler le retard et annoncer la couleur, ce bulletin anarchiste «autonome» à parution irrégulière sur Caen et alentours, vient donc de sortir un quatre-vingt pages spécial critique et analyse de la gestion étatique de la pandémie de covid-19, et sur les révoltes de ces derniers mois bien sûr. De plus, histoire de mettre deux trois choses au clair, ce bulletin précise dès son premier texte : « *Souvent un journal, un fanzine ou une revue sont des*

aventures collectives, Soleil Noir en est une individuelle. Vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position – d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation... [afin d'] alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.»

Au fil des pages, on trouvera donc à la fois plusieurs textes d'agitation sortis dans différentes villes pendant toute la période confinée, de mars à mai, ainsi que quelques autres esquissant une critique directe du confinement, mais aussi plusieurs analyses sur la gestion scientifique des crises et catastrophes en général tirées des luttes anti-nucléaires passées, et différents textes sur les révoltes en prison ou centres de rétention pendant cette même période. Enfin, comme il se doit dans toute publication anarchiste d'agitation qui se respecte, on trouvera des chronologies finales, l'une sur les mesures de contrainte sanitaire, et la seconde proposant des fragments de révolte.

Ceci dit, nous serions loin d'être complets, si nous n'évoquions pas le texte au titre aussi explicite que sa signature (*Un rétif*), intitulé *J'irai cracher sur vos masques*, et qui court sur près d'un tiers de ce bulletin. Effectuant un tour presque complet de la situation actuelle – nous disons presque, parce qu'il y manque à notre avis une mise en regard plus explicite du rapport entre domination et révoltes –, on passe joyeusement d'une critique de la médecine dans son rapport à la fois historique aux pandémies, à la science comme idéologie ou au coronavirus actuel (sans oublier le cas Raoult et son monde), pour aborder ensuite le vaste pan du confinement à la fois comme mesure de gestion et conséquence sur les individus, avant d'évoquer la vie sous contrainte sanitaire et technologique

qui s'épanouit depuis mai, et de consacrer plusieurs pages nommées «*précis de décomposition*» sur la faillite de sens critique dans la mouvance pendant cette période. La dernière partie de cette analyse, celle qui a donné son titre à l'ensemble, conclut sur les possibilités et réalités de lutte actuelles, en insistant à juste titre sur ce pan souvent oublié : l'autorité scientifique et médicale.

Pour conclure en en livrant ici un extrait, c'est donc sur cette dernière question délicate que nous l'avons choisi : «*Non sans tensions et rapports de force entre intérêts divergents, gouvernement, experts scientifiques, laboratoires pharmaceutiques, pouvoir économique et médecins administrent les populations, mesurent et quantifient, évaluent les rapports coût/bénéfice de chaque décision, trient les malades selon leur chance de survie. La médecine, enchâssée au pouvoir d'État et au capital, agit essentiellement, non pour sauver des vies, mais pour préserver l'économie. La gestion statistique de la mort vise à préserver la réserve de main d'œuvre pour que la société perdure, pour que ce monde continue de tourner avec le moins d'encombres possibles. En ces temps de crise sanitaire, comme lors d'épisodes de catastrophes industrielles majeures, Etats, industries, science et médecine conjuguent leurs forces respectives et étendent leur emprise. Ce qui vient toujours alors à se restreindre et ce qui est ouvertement jugé secondaire dans ces moments d'effondrement, c'est l'idée et l'exercice même de la liberté. Ce qui s'évanouit c'est l'individu, juste réduit à la figure du criminel potentiel, celui qui refuse de se soumettre aux gestes prescrits.»*

Pour se le procurer, écrire à :
soleilnoir-caen@riseup.net

